

Le Courrier des incroyables

Conseils de Révision

Actualités de février 2003

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

Conseils de révision est maintenant établi sur son site propre:
<<http://conseilsderevision.tripod.com>> où les numéros sont téléchargeables en
format pdf.

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

We are the dead. Our only true life is in the future. We shall take part in it as handfuls of dust and splinters of bone. But how far away that future may be, there is no knowing. It might be a thousand years. **At present nothing is possible except to extend the area of sanity little by little.**
We cannot act collectively. We can only spread our knowledge outwards from individual to individual....

George Orwell, 1984

NOUVELLES DE L'AAARGH (janvier 2003)

Nous ouvrons, avec l'année nouvelle, une nouvelle page, en langue portugaise. Nous avons dans nos archives, depuis longtemps, quelques textes en portugais. Et nous connaissons des révisionnistes actifs qui s'expriment dans la superbe langue des Lusiades. Mais le déclic est venu de la redécouverte, grâce à la diligence de nos amis lisboètes, d'un texte fondateur, daté de 1962, dû à la plume du professeur António José de Brito, un universitaire distingué qui vit à Porto. Nous avons rassemblé une quarantaine de textes qui peuvent donner une idée de ce que dit le révisionnisme à 200 millions de lusophones, qui se branchent sur Internet en très grands nombres.

Nous installons, à la page **livres**, un accès aux versions PDF de *Conseils de révision*, qui est le compte rendu mensuel de l'actualité sur la scène révisionniste mondiale, et de la *Gazette du Golfe et des banlieues*, également mensuelle, qui prévoit les explosions du Proche Orient, fustige la politique américaine, piétine la pseudo-légitimité d'Israël et scrute les "Mystères de New York", issus du Onze septembre. Ils nécessitent un nouveau révisionnisme qui s'est largement mis en place et qui est encore le meilleur outil pour tâcher de faire reculer le spectre d'une nouvelle guerre généralisée. Les révisionnistes ont toujours eu, au siècle dernier, cette fonction politique essentielle. Nous entendons continuer cette bienfaisante tradition.

Nous remplaçons les cinq fichiers pdf de la traduction allemande du livre d'**Arthur Butz** par un fichier unique, complet, plus simple à télécharger. En allemand aussi, un autre livre de J. Burg, *Zionazi Zensur*, où il relate les ennuis incroyables qu'on lui a fait en Allemagne après son livre sur Majdanek. Tout cela se trouve à la page Livres.

Nous avons, au seuil de cette année, 3300 fichiers sur le site, dont environ un millier en diverses langues étrangères. Une centaines d'ouvrages complets. Nous estimons à l'équivalent d'au moins 40.000 pages de livre la quantité de matériel ainsi offert à la réflexion. Nous avons bien travaillé mais la tâche est loin d'être achevée. Dans une récente attaque, en Italie, contre les révisionnistes, le site zolo <olokaustos> a été amené à mentionner "il ricchissimo sito AAARGH, miniera di materiali negazionisti". (Le très riche site de l'aaargh, une mine de matériaux négationnistes). Mineurs de fond: c'est bien l'impression que nous avons de nous-mêmes, quand nous remontons à l'air libre.

Cette attaque italienne témoigne de la force de pénétration du révisionnisme dans la Péninsule et des énormes et coûteux efforts que déploient certains milieux pour s'y opposer. Nous avons le dossier, en italien, avec la réponse de Carlo Mattogno, mis en cause. Son revers fait mal. En italien, encore, nous mettons en ligne la traduction du livre de Norman Finkelstein sur *L'Industrie de l'Holocauste*.

PLANTIN EN TAULE

La presse annonce que le tribunal de grande instance de Lyon a révoqué le sursis de Jean Plantin. Nous donnons des nouvelles plus bas, mais il nous importe de faire la mise au point suivante:

La correspondante lyonnaise du *Monde* écrit le 24 janvier que Jean Plantin continue "à diffuser ses thèses sur Internet", affirmation qu'elle avait déjà échaudée il y a un an, le 29 janvier 2002. Nous avions reproduit ce petit morceau de haine dans CR de mars 2002. Cette infortunée Landrin montrait son parti pris puisqu'elle accusait Plantin de "diffuser" ses idées, sous le prétexte que l'AAARGH avait annoncé la publication d'un numéro d'*Etudes révisionnistes*, comme son site annonce d'ailleurs toutes sortes d'autres parutions. Après un an de campagne menée par les correspondant lyonnais du *Monde* et de *Libération*, relayant la mэрule anarcho-stalino-trotskiste qui vibronne à Lyon, brochant sur l'avocate Frery qui sert à toutes mains dans ces affaires, la justice a fini par suivre les réquisitions des fouquier-tinville du saucisson et à ordonner l'envoi de Plantin en taule. Bien. Les affaires de Plantin sont les affaires de Plantin. Les nôtres sont les nôtres, et bien que nous n'ayons pas l'habitude de donner des renseignements à la police de la pensée sur la composition de notre équipe de rédaction, nous sommes néanmoins en mesure de dire que Plantin n'en fait aucunement partie. D'ailleurs, si ces censeurs avaient un brin de jugeote, il se demanderaient comment il se fait que Plantin ait un rôle, supposé, dans une organisation qui expose si peu de ses textes et de ses publications. Il faut l'esprit imbécile d'une journaliste inculte pour croire que signaler une parution, c'est la mettre sous les yeux du lecteur. En revanche, si cette inexorable machine parvient effectivement (à l'heure où nous écrivons, Plantin n'y est pas encore) à le mettre en cabane, **alors** nous nous engageons à faire un effort particulier pour mettre sur le Web des productions de sa maison d'édition, sans lui demander son avis, comme il est de règle dans les pays où règnent des lois liberticides, qui empêchent les auteurs de consentir librement, et pendant qu'il est en taule, en sorte qu'il sera un peu difficile aux aboyeurs lyonnais de prétendre qu'il "diffuse ses thèses" pendant ce temps-là sur Internet.

Il est quand même extravagant que le tribunal de Lyon, qui s'est déjà signalé, aux premiers stades de l'Affaire Plantin, par l'invention d'un chambre à gaz à Buchenwald, ce qui montre son caractère primesautier et novateur, condamne maintenant le "mensonge historique", un terme d'abord utilisé, dans ce contexte, par Paul Rassinier. Le tribunal sait-il au moins dans les traces de qui il met ses pas ? Nous aimerions beaucoup qu'on nous montre:

1/ de quel mensonge historique, avéré, prouvé, Jean Plantin se serait rendu coupable;

2/ quel est l'article du Code pénal, nouveau ou prochain, qui réprimerait ce crime grave de "mensonge historique";

3/ quelles sont les poursuites intentées par ce même auguste aréopage contre des auteurs, des journalistes, des folliculaires, qui se rendent coupables, tous les jours, dans leurs feuilles de choux, de **mensonges historiques** repérables, palpables, démontrables, et les condamnation à la prison ferme qu'il prononcerait et qui dépeupleraient les rédactions et les maisons d'édition...

Faute de quoi, nous devrions choisir entre deux interprétations: ou ces juges sont des militants bornés dignes des procès de Moscou, ou ce sont des crétins.

aaargh

Voir plus bas, "TOUS EN TAULE 2"

PREMIÈRE URGENCE DE LA NOUVELLE MAJORITÉ: UNE LOI ÉTABLISSANT LA DICTATURE JUIVE

La nouvelle majorité umpiste, sous la houlette du fanatique Lellouche, aidé par l'inattendu Barrot, a voulu, avant toute chose, avant toute considération des problèmes lancinants de notre société, introduire **un multiplicateur de peine** dans le code pénal pour permettre d'ausculter les intentions des délinquants ou des criminels afin de savoir, ou de deviner, si, dans l'accomplissement de leurs forfaits, ils n'auraient pas eu une petite intention antisémite, ou même raciste. Mais surtout antisémite. Comme les communautés juives, ficelées au monstrueux Israël, par une solidarité qu'elles croient elles-mêmes fondées sur une sorte de concept de race (car qu'ont-elles en commun avec les Russes génocidaires qui gouvernent à coup de roquette en Palestine occupée ?), ne peuvent pas ne pas être le centre de la honte suscitée par le massacre, la torture, le vol, le viol et le dol, commis tous les jours par des gens à qui ils envoient des sous, des jeunes pour l'armée, des vieillards en vacances, des encouragements et des fleurs, etc. Ces communautés se compromettent dans le sang et se condamnent elles-mêmes à l'opprobre universel. Et c'est cet opprobre que les lellouchistes de la Chiraquie putassière veulent empêcher, supprimer, gommer, par un acte législatif, un fiat foireux aussi absurde qu'insignifiant. Jospin s'est fait caillasser pour moins que ça. La revanche des opprimés, quand elle tombera sur les oppresseurs, n'oubliera pas les petits commis voyageurs de la féroce dictature qui charcute la Palestine.

CE QUE NOUS FAISONS

« [Leo Strauss] soutient qu'il est nécessaire d'inventer des formes de résistance à la persécution non seulement dans le cas des Etats totalitaires, mais dans notre société même, **où l'on ne peut manquer de devoir opérer dans la dissimulation et le secret pour éduquer à la sagesse** et faire progresser les libertés contre l'opacité des pouvoirs. »

Gérald Sfez, *Le Monde*, 8-9 décembre 2202, p. 14.

L'ALLEMAGNE STALINISÉE

Quand on voit ce qui se passe devant certains tribunaux allemands, ce que font les services de la police allemande aux citoyens allemands qui sont simplement soupçonné de déviation de la pensée, on se demande si on est devant une Allemagne renazifiée, sans parti nazi et sans Hitler, ou si on est tombé, dans le processus de réunification, entièrement du côté DDR, Ostzone, la version stalinienne qui s'est installée dans l'Allemagne de l'Est. C'est plutôt cette interprétation qui est la plus proche de la réalité. On en trouvera un exemple véritablement monstrueux dans l'affaire de ce chanteur allemand, Frank Rennie et de sa femme Ute, condamnés à de nombreux mois de prison, avec sursis, à cause d'une chanson, mise en circulation depuis 14 ans, qui exprimerait le point de vue selon lequel la patrie allemande est occupée. L'ironie de l'histoire allemande, c'est que beaucoup de citoyens se trouvent dans le cas de Mme Rennie, un père né dans le pays des Sudètes, vidé de ses Allemands et occupé par les Tchèques, et une mère née en Prusse Orientale, maintenant partagée par les Polonais et les Russes.

L'acharnement policier, la froide vindicte du procureur (faisant fonction de juge d'instruction), la malhonnêteté foncière du tribunal, ce refus hystérique du vrai et du libre, tout cela, malgré la défense de notre ami Horst Mahler, donne un immense sentiment de dégoût, d'impuissance face à une machine totalitaire qui roule à toute vapeur, celui aussi de se trouver au bord d'un océan de bêtise et d'absurdité, avec la douloureuse surprise de constater que c'est ce qu'est devenue l'Allemagne, un pays de culture dont la face est méconnaissable, tordue par la haine et la peur de ne pas plaire aux maîtres du monde.

Allez voir le compte rendu, en anglais, de l'affaire Rennie sur le site de l'Adelaide Institute. Il comporte aussi les lettres de menaces de tortures sexuelles et de mort envoyées par les petites ordures du mouvement "antifa" allemand, qui ressemble si fort aux vieux services d'ordres staliniens qui ont sévi en Europe de 1920 à 1950, et plus dans certains endroits.

<<http://www.adelaideinstitute.org/Dissenters/rennicke.htm>>

<<http://www.rennicke.de/>>

<<http://www.radio-germania.com/~rennicke/>>

ILS ONT FAIT LA BOMBE

Un livre fait scandale en Allemagne mettant en cause les Alliés pour leurs bombardements.

La polémique se double d'un grand succès en librairie

A l'historien allemand Jörg Friedrich échoit l'honneur équivoque d'avoir écrit le livre le plus controversé de 2002. Dans une somme de 550 pages, il lance l'anathème contre les bombardements anglo-américains de la Seconde Guerre mondiale. *Der Brand*, «l'Incendie» (1), balaie le tabou allemand de contester le comportement militaire allié afin de ne pas minimiser la culpabilité des nazis dans l'Holocauste.

Avant Noël, plus de 100.000 exemplaires ont déjà été vendus en librairie.

Du *Daily Mail* au journal égyptien *Al Ahram*, la presse internationale discute cet ouvrage désormais incontournable. Certes, l'auteur âgé de 58 ans, un des rédacteurs de *L'Encyclopédie de l'Holocauste*, n'innove pas; les faits sont déjà connus des initiés.

Son mérite est d'avoir, pour un grand public, raconté dans un style poignant quels ont été les ravages commis par les forteresses volantes. Il faut avoir des nerfs solides pour suivre ce récit révoltant sur l'extraordinaire cruauté des stratèges alliés. L'historien Horst Boog reproche à l'auteur de "patauger dans le sang des victimes" sur des centaines de pages.

Churchill, criminel?

En réalité, Friedrich présente les faits: heure du bombardement, nombre d'avions impliqués et abattus par chasseurs allemands et DCA, nombre de victimes, etc. La presse anglaise reproche à l'auteur de faire de Churchill un criminel de guerre. En fait, il ne thématise pas la chose.

Il parle, certes, de "l'ivresse destructrice et meurtrière" du Bomber Command anglais et tourne en dérision le "moral bombing" destiné à démoraliser la population ouvrière, en premier lieu celle travaillant dans l'industrie d'armement. De l'avis des experts militaires, cet objectif n'a pas été atteint.

Churchill lui-même a dit en privé: "Est-ce que nous sommes des bêtes?" L'historien allemand conclut dans une interview "qu'un tribunal aurait dû décider si un massacre contre la population civile pour anéantir la terreur de Hitler était justifié". Le bilan des victimes des bombardements est inégal: **60.000 en Angleterre contre 600.000 en Allemagne**.

La Luftwaffe a déversé 103.000 tonnes de bombes, les Alliés 1,3 million.

L'idéal pour le Bomber Command était de déclencher un *Feuersturm*, une tempête incendiaire de 1.400 degrés mettant fin à toute vie dans les centres des villes d'importance moyenne avec leurs maisons à colombage en bois. La ville des orfèvres Pforzheim, sans importance stratégique, a ainsi perdu 20.000 personnes, un tiers de ses habitants. Toutefois,

dans la capitale de Berlin, un tel cataclysme ne s'est jamais produit: les innombrables murs coupe-feu, grands boulevards et parcs aérés l'ont empêché. Rarement les bombardements de 2.000 avions ont tué plus d'un pour cent des habitants.

Les "bunkers"

Raison: les "bunkers" allemands en béton armé, avec un toit d'une épaisseur de trois mètres, résistaient même aux plus grosses bombes.

Et, surtout dans le bassin industriel de la Ruhr à très forte population, des milliers de pompiers accourus des villes voisines ont souvent sauvé ceux encerclés par les flammes. Le sujet donne la nausée, mais il y a eu des actes d'un héroïsme incroyable. Par pudeur, l'auteur n'insiste pas.

En revanche, pour chaque ville détruite, il énumère les coups portés à ses monuments historiques, cathédrales, châteaux, hôtels de ville, maisons médiévales et baroques. Les bombardements ont exterminé un patrimoine urbain plus que millénaire. L'auteur ne le dit pas, mais le lecteur a l'impression que les militaires alliés étaient des barbares incultes. Celui qui visite aujourd'hui l'église romane Saint-Michel de Hildesheim restaurée a du mal à réprimer sa fureur.

Jörg Friedrich n'est pas un révisionniste d'extrême droite. Mais en revenant sur un sujet douloureux, longtemps refoulé par les Allemands, il contribue à améliorer "l'hygiène mentale" de ses concitoyens, est-il dit dans une lettre de lecteur parue dans la *Frankfurter Allgemeine*. L'écrivain Martin Walser voit dans son ouvrage un "monument commémoratif" pour les victimes des bombardements. Selon lui, le "talent narratif de l'auteur rend mieux accessible la mutuelle fureur destructrice". Depuis environ un an, les intellectuels, qui ont longtemps refusé de voir les atrocités commises contre le peuple allemand, se tournent vers le sujet.

Le prix Nobel Günter Grass a décrit, dans une nouvelle, [son dernier roman, en fait] le torpillage du paquebot Wilhelm Gustloff avec 9.000 réfugiés dans la Baltique en 1945.

L'hebdomadaire *Der Spiegel* s'est penché dans une série sur le sort des 11 millions de réfugiés de Silésie, Prusse orientale, Poméranie, Bohême, etc. Seule une minorité de ceux qui ont vécu ces tragédies est encore en vie.

(1) Jörg Friedrich, *Der Brand*, Editions Propyläen, 25 €.

Marcel Linden, *La Libre Belgique*, mis en ligne le 23/12/2002

PANIQUE CHEZ LES GRENOUILLES

Les éditions Albin Michel ont publié récemment un livre de Robert Ménard intitulé *La Censure des bien-pensants*. Dans ce livre, un chapitre (une quinzaine de pages) est intitulé "Faurisson doit pouvoir s'exprimer". Toutefois, dans ses interviews, nous dit le professeur Faurisson, l'auteur tend à présenter les révisionnistes comme "une petite secte de vingt pingouins" qui profèrent des "énormités" ou tiennent des propos "blessants" et "monstrueux".

Les pingouins vous saluent bien.

On nous signale que, sur la chaîne de télévision câblée LCI, l'émission de Patrick Buisson "Un livre, un débat" a été consacrée à ce livre. Étaient invitées Catherine Tasca et l'historienne Chantal Delsol (épouse de Charles Millon -- voir plus bas, PAILLES ET POUTRES). Cette dernière s'est montrée plus que favorable au fait que le professeur Faurisson puisse s'exprimer librement, au point d'en tétaniser son interlocutrice. Catherine Tasca en serait venue à reconnaître qu'il faut abroger la loi Gayssot. L'émission devrait être rediffusée jeudi 9 janvier à 0h 10 et dimanche 12 à 11h 10 et à 20h 10.

Hier soir, mercredi 8 janvier 2003, 23h 20, dans le cadre de l'émission de FR 3 intitulée "Culture et dépendances" sous-titrée "Haro sur les non-conformistes", et présentée par Franz-Olivier Gisbert (FOG), était invité Robert Ménard, auteur de *La Censure des bien-pensants* (Albin Michel) violemment attaqué par l'animateur et deux autres invités, Alain Minc et Pierre Bénichou, trois juifs que le simple nom de "Faurisson" mettait hors d'eux, R. Ménard, tout en persistant dans sa tactique consistant à traiter les révisionnistes de "monstrueux", n'en a pas moins tenu tête courageusement à ses interlocuteurs en condamnant fermement la loi Fabius-Gayssot. Au milieu d'un concert de propos de parfaite mauvaise foi de la part des contradicteurs de R. Ménard, on a pu entendre les mots suivants dans la bouche de Pierre Bénichou, s'adressant à l'auteur (mots à graver dans le marbre): "En défendant la liberté d'expression de Faurisson, vous faites de la provocation. **(Le révisionnisme) n'est pas une idée comme une autre. C'est l'idée qui a fait le plus de mal au siècle**".

FOG a évidemment dit de Faurisson qu'il niait "l'existence des camps de concentration"...

Autre compte rendu:

Une sorte de Grand Sanhédrin, présidé par Franz-Olivier Gisbert flanqué d'Elisabeth Lévy et de Charles Pépin, a longuement donné la parole à Alain Minc, Pierre Bénichou et Guy Sorman venus parler de leurs ouvrages respectifs. Robert Ménard a eu du mal à se faire entendre et il a laissé FOG présenter Faurisson comme un homme qui avait "décidé qu'il n'y avait pas de camp de concentration". A propos de la thèse de Faurisson, R. Ménard a même employé les termes suivants : "une imbécillité", "idées monstrueuses", "dégueulasses". Pour sa part, Pascal Sevrain a dénoncé

les zozos, les cinglés et Faurisson, "la caricature des caricatures". R. Ménard a toutefois fait preuve d'un certain courage et il a marqué des points. Alain Minc en a conclu : "**Ça me désespère trop**".

Curieux moment : Guy Sorman a suscité chez certains de ses amis un sentiment de panique quand il a déclaré : "Je ne vois pas comment Israël va pouvoir tenir beaucoup plus longtemps que le royaume [chrétien] de Jérusalem". Il y a quelques années, j'avais fait une réflexion de ce genre. Rappelons que, **dans les faits**, ce royaume a duré 88 ou 89 ans. (RF)

Le 10 janvier: Ce matin sur BFM, au cours de l'émission "langue de p...", Benamou (ancien nécrophile chez Mitterrand et ancien nécromancien à *Globe*) a fait plus fort encore que FOG. Face à Ménard, qui n'était pas dans le studio, il devait qualifier les révisionnistes et Faurisson de "**personnes qui font l'apologie des chambres à gaz**". Ménard n'a pas osé relever l'énormité : s'il s'était mis à donner une définition de ce qu'est le révisionnisme, cela l'aurait probablement mené plus loin qu'il ne le veut. Cependant, là aussi, il a tenu bon en persistant à demander l'abrogation de la loi Gayssot car "la liberté de la presse ne se partage pas, ne se découpe pas en rondelle comme un saucisson." Un saucisson ! Pur porc ?

Un autre compte rendu, publié, celui-là, dans *Le Monde* (11 janvier)

Télévision : Un scandale chez Giesbert

Franz-Olivier Giesbert avait pris pour cible le conformisme, mercredi soir sur France 3, et il a été servi. Le propos qui dérange, celui qui casse l'atmosphère et suscite le malaise, n'est pas venu de l'invité vedette de l'émission, Alain Minc, auteur chez Grasset d'une *Épître à nos nouveaux maîtres*. Minc y dénonce ce curieux retournement de conjoncture intellectuelle qui fait que les minorités d'autrefois sont actuellement plus écoutées, selon lui, que la majorité, prétendument conformiste, qu'elles dénoncent.

Les chiennes de garde féministes, les militants de la cause homosexuelle, les inconditionnels de José Bové, les ayatollahs de l'écologie pure et dure et autres défenseurs des baleines (Greenpeace), en passant par les zélotes d'ONG aussi péremptoires qu'opaques qui s'opposent à la mondialisation libérale (Attac), seraient désormais plus intolérants et moins respectueux de la démocratie que leurs adversaires, plus silencieux ou moins excités.

Ils étaient dominés. Ils seraient devenus dominants.

Telle est, brièvement résumée, la thèse de Minc. Elle a suscité des énervements, des ricanements ou des contestations frontales (par exemple, celle de Robert Ménard, président de Reporters sans frontières), mais rien de comparable à ce qu'ont déclenché quelques phrases prononcées par Guy Sorman au hasard d'une intervention, par ailleurs fort bien charpentée et même brillante, sur un tout autre sujet : l'existence d'un courant moderniste et libéral dans l'Islam, dont on ignore presque tout en France bien qu'il soit né du séjour à Paris, de 1826 à 1831, d'un réformateur égyptien appelé Rifaa. [*Parle pour toi, ignare !*]

La petite phrase prononcée par Sorman, disciple de Tocqueville et éditorialiste au *Figaro*, est la suivante : "L'Etat d'Israël est un produit de l'histoire idéologique du XIXe siècle (...). **C'est un accident historique, et je ne vois pas comment il va pouvoir tenir beaucoup plus longtemps que n'avaient tenu le royaume de Jérusalem ou le royaume de Salomon.**" Juif antisioniste, Guy Sorman estime qu'il faut envisager la possibilité de la disparition de l'Etat d'Israël. Il constate ce fait avec angoisse, car c'est là que vit la plus grande partie de sa famille. De tels propos, aux yeux de plusieurs invités de Giesbert, tels Pierre Bénichou et Alain Minc, qui n'ont pas mâché leurs mots, sont tout simplement scandaleux.

Dominique Dhombres

Pour cet enfoiré, le scandale serait donc de simplement envisager la disparition de l'Etat frauduleux, pourtant inscrite dans la logique des faits du Moyen-Orient. Pas un mot sur l'affirmation par Ménard du droit des révisionnistes à s'exprimer. Non, bien pire est l'idée que les sacro-saints juifs, vrais et faux, pourraient devoir cesser de massacrer et de voler les terres en Palestine. C'est ça qui lui donne de la bile. Que fera-t-on des judéolâtres ? Les mines de sel ?

Quant à Robert Faurisson, il a regardé la télé:

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, sur la chaîne *France 2*, lors de l'émission "Tout le monde en parle" conduite par Thierry Ardisson, les téléspectateurs ont pu voir l'avocat Arno Klarsfeld, ancien secrétaire général de la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), jeter le contenu d'un verre d'eau sur Robert Ménard, fondateur et actuel responsable de Reporters sans frontières.

R. Ménard et sa femme, Emmanuelle Duverger, juriste et responsable de la justice internationale à la "Fédération internationale des ligues des droits de l'homme", viennent de publier, aux éditions Albin Michel, *La Censure des bien-pensants*. Le chapitre 4 (p. 69-83), intitulé "Faurisson doit pouvoir s'exprimer", s'ouvre sur les mots suivants: "Les révisionnistes ont raison. Ils font l'objet d'une véritable chasse aux sorcières, **victimes de ce qu'il faut bien appeler une police de la pensée, un détournement du droit**". Les deux auteurs parlent également de "chasse à l'homme". Ils tiennent la loi antirévisionniste pour une "ânerie" (p. 154) et pour "**un texte inique**, indigne d'une démocratie" (p.163). Ils écrivent encore: "**Ras-le-bol du devoir de mémoire', des commémorations, des bons sentiments dégoulinants**" (p.164). Ils regrettent de n'avoir pas plus tôt "volé au secours des révisionnistes quand ils ont été condamnés au nom de cette loi" (p.82). Tout cela n'empêche pas les deux auteurs de déclarer que les propos tenus par les révisionnistes sont "blessants" et que leurs affirmations sont "contredites par tout ce que l'on sait aujourd'hui de la Solution finale" (p.69).

Perdant son sang-froid, A. Klarsfeld a d'abord interrompu R. Ménard, puis l'a empêché de développer son

argumentation; enfin, il lui a jeté le contenu d'un verre d'eau et a déclaré : "Ça me titillait". Préméditant son geste, il avait rempli son verre avec l'eau du verre de sa voisine. R. Ménard est resté digne. Son voisin, arrosé, lui aussi, a fait une réflexion ironique sur la "tolérance" de l'avocat et a parlé de "crétinerie au plus haut point".

A. Klarsfeld est le fils de Serge et de Beate Klarsfeld qui, tous deux, ont à leur actif un grand nombre de violences physiques, **parfois très graves**, contre les personnes ou les biens de ceux qu'ils ont pris en chasse. Ils font également l'apologie de ce genre de violences. En septembre 1989, B. Klarsfeld avait trouvé "normale" l'agression où, sans l'intervention d'une personne, j'aurais pu laisser la vie. S. Klarsfeld, lui, avait jugé cette même agression "naturelle et normale".

LE RÉVISIONNISME INTRINSÈQUE

*Universidade federal de Minas Gerais
Colegiado de graduação em história*

Histórico do curso

Criado em 1939, começou a funcionar na Faculdade de Filosofia, em 1941, com o nome de Geografia e História. Em 1957, esse curso foi desmembrado, dando origem aos atuais cursos de História e Geografia. O Curso de História permaneceu vinculado à Faculdade de Filosofia. A História é o campo do conhecimento que investiga os acontecimentos e as experiências sociais na perspectiva de interpretação passado/presente.

O curso objetiva formar um profissional capaz de dominar as linhas gerais do processo histórico em suas várias dimensões. É ainda atribuição desse profissional conhecer as principais vertentes teóricas que orientam as análises históricas e **acompanhar não somente o revisionismo referente ao conhecimento histórico produzido, como também, os avanços metodológicos da ciência histórica**. Deve, também, estar capacitado a realizar a articulação entre as informações e as teorias de forma crítica, tanto na atividade docente quanto na de pesquisa.

<<http://his.fafich.ufmg.br/historic.htm>>

NAZIONISTES

Un nouveau livre

51 Documents: Zionist Collaboration with the Nazis

by **Lenni Brenner**

In 1983, Croom Helm Ltd. published my 1st book, *Zionism in the Age of the Dictators*. American writers don't expect favorable reviews from the *London Times*, but editorialist Edward Mortimer declared that "Brenner is able to cite numerous cases where Zionists collaborated with anti-Semitic regimes, including Hitler's."

Still less could a Trotskyist dream of a review from *Izvestia*, the Soviet government gazette, but they hailed it. "During the world war, Brenner points out, Zionism showed its real meaning: for the sake of its ambitions, **it sacrificed the blood of millions of Jews.**"

Louis Rapoport, a failed Berkeley radical, denounced the book in the *Jerusalem Post* as "leftist babble." Nevertheless, he conceded, there were "very real charges that will continue to haunt" Zionism "until they are dealt with honestly."

In 1987, Jim Allen, the celebrated British movie/TV writer, based *Perdition*, a stage play, on the book. When intense pressure on the Royal Court Theatre canceled production, we debated Sir Martin Gilbert, the Churchill family's private historian, and Stephen Roth, head of the British Zionist Federation, nationwide, prime-time on ITV. *The London Review of Books* said the Zionist scheme "made it one of the most famous plays of the decade." Indeed, unless the Queen was sick on the crapper, every politically or theatrically interested person in Britain watched us win, thanks to director Ken Loach's strategic instructions.

Extraordinary world interest wasn't matched in America's media. Alex Cockburn championed the book in the *Village Voice* and in *The Nation*. But the *Voice* refused to review it. *The Nation* sent it out to someone, but, sorry, "he never sent in the review."

Walter Laqueur had to bark in the Zionist *New Republic* after their *Perdition* debacle: "Some of Brenner's book is invented, some is exaggerated or drawn out of context." Yet even he admits that "German Zionists **did not fully understand** the meaning of Hitler when he came to power in 1933. Some of their comments and declarations make **embarrassing reading** 50 years later."

Despite Zionism's best efforts, over 5,000 copies sold in 18 years before being put on the web:

<www.marxists.de/middleeast/brenner/index.htm> [**Il ne PEUT PAS simplement admettre que les révisionnistes de l'AAARGH ont mis son livre en ligne SIX ANS AVANT lui-même !**]

Then Lyle Stuart of Barricade Books discovered that a friend, a Zionist propagandist, had never read the complete proposal of the "Stern Gang," 1940s Zionist terrorists, to go to war on Hitler's side. *51 Documents* was born. Now

Americans and others can read the evidence and judge for themselves.

There are six selections re Zionism's relationship to anti-Semitism and racism prior to Hitler. The 51 documents, including 35 letters, memos, articles, and reports by Zionists, are from the Hitler era and after. Seven are by Nazis, most notably Eichmann's memoir, written in Argentina, on Hungarian collaborator Rezso Kasztner. Five of the six and 43 of the 51 are complete. The rest are extensive excerpts from important reports. There are four first-time full translations of articles from German, Hebrew, Italian and Russian.

51 Documents can play a major role in making serious study a priority concern for an anti-war movement that will stay solidly in place until the present bipartisan power structure is destroyed and replaced.

A check to me, for \$22.00 + \$1.84 media mail postage, gets a signed book back, anywhere in the US. Folks in other countries, and people wanting rates for bulk orders, should also write (Compter 11 \$, soit en tout 33 US\$, pour l'envoi en Europe, très rapide.) On peut envoyer l'argent par Western Union, qui est présent dans les grands bureaux de poste en France.

Lenni Brenner <BrennerL21@aol.com>
CounterPunch, December 23, 2002
<<http://www.counterpunch.org/brenner1223.html>>

DOUX REVEURS

Un échange typish sur Z-Zolo:

Sun, 26 Dec 2002. Sender: H-NET List for History of the Holocaust: H-Holocaust <jimmott@mail.h-net.msu.edu>
Subject: Re: Odilo Globocnik's death (Paulsson)
To: H-HOLOCAUST@H-NET.MSU.EDU
From: "Tom W. Glaser" <grtscott@hotmail.com>

Globocnik would indeed have been in Italy where he helped set up the only operational gas chamber outside of the General Gouvrenment, in La Risiera, or San Sabba, in Trieste. That part of Italy had been officially incorporated into Austria and so may not have been classified as Italy by some, but may have been by others. Actually, therefore, it could also have

been part of Mussolini's Republic of Salo.

Yr. obt. svt., Tom W. Glaser, Florida International University

Sun, 29 Dec 2002 08:53:16 -0500
Subject: Re: Odilo Globocnik's death (Paulsson)
From: Steve Paulsson <gspaulsson@sympatico.ca>

There were numerous gas chambers outside the GG [General Government, part of Poland] - e.g. all those used in the T4 programme, and an experimental stationary gas chamber at Mogilev. Also gas vans - perhaps they don't qualify as gas chambers, but that's surely a quibble - were used in Chelmno in the Wartheland as well as at Maly Trostenets in Belarus and Semlin in Croatia. This is not to mention gas chambers used for executing prisoners in the US, of course (many of them while the legislature was not in session).

Autrement dit, la rizerie de San Sabba, comme chambre à gaz, passe à la trappe. Les Grands Zolos n'en veulent pas. Ils trouvent que les Ritals n'ont pas à se mêler de ça. Il ne veulent pas partager, des fois qu'y aurait du pognon à ramasser. Vu ?

INCITATRICE

Dear friends,

I am an American citizen, living in Germany. I am also a transsexual (man to woman) and have been living as a female for the past 2 years. On my mother's side I am also of Jewish descent.

On Nov. 28, 2002, in Böblingen (by Stuttgart) I will in fact face an inquisition style show trial against my person for having **not adhered to the orthodox Zionist rendition of the Auschwitz tragedy**, which in present day Germany, since the infamous Luxembourg treaty of 1950, is a criminal offense in this defeated land.

I am highly allergic to all villain people-victim people cults, which this so called holocaust or holycow'st cult belongs to. Likewise concepts such as the collective guilt of any ethnic group, German, Jewish, Arab, etc. is simply racism in disguise. Some Zionist extremist reduce all the victims of Nazi persecution to one misrepresented voice, slanderously

distorted and misused to form a type of "hunting permit" for the property, dignity and the very lives of the Palestinians, among others. This follows the same sinister dynamic that Hitler used in reducing all the German dead of WWI to one collective voice, his voice of course.

The Germans have suffered horrifically under the sense of collective guilt or blame. Many Germans believe this will only disappear when the last German on this plane dies. Many young German girls, afflicted with the "villain people complex" justify an unnecessary abortion with statements such as "It probably would have been another Dr. Goebbels". I find this absolutely horrifying. [...]

I don't expect any semblance of justice at the hands of the blindly obedient apparatchniks of the Luxembourg dictate. I might as well have been prosecuted during the 3rd Reich for doubting Hitler's claims. [...] I am of the conviction that all political ideologies, nazism, communism, liberalism, etc. show their most evil side when they obtain absolute power. [...] Please make my impending trial for not adhering to the holocaustian orthodoxy an open topic of discussion. (Trial was on Nov 28 in Amtsgericht Böblingen. We wait for the result.) Donations for court costs could help greatly. Contact:

Denise Patricia Doyle <denisepatricia@web.de>

Voir <<http://www.adelaideinstitute.org/Dissenters/doyle.htm>> qui reproduit la convocation de la maison Poulemann. *Strafverfahren wegen Volksverhetzung*: incitation ! Comme d'hab.

BOXEUR

Dans une interview fort intéressante donnée à un journal polonais australien par l'historien polonais Dariusz Ratajczak, qui a été sommairement viré de l'enseignement parce qu'il avait rédigé un petit ouvrage sur des "sujets dangereux", il répond à la question suivante:

ZK : What should a historian's role be? What is the sine qua non condition for practicing history?

DR : A historian has one basic role to perform. It is to reach the truth. In essence, truth is a historian's only friend. A historian ought to know that truth has no hues; truth is always clear, and one. Striving after truth, a historian should avoid like fire "friendly" whispers, such as "any coin has two sides," "the golden mean," "make a compromise," etc., because they lead him astray, get him closer to lying. After ascertaining the truth – and here we are touching a historian's other role – the investigator should share the truth with others, regardless of the consequences. After all, truth must have not only an individual dimension, but also a social one. Writing, but not for publication, makes no sense, especially in times when lies attack us from every side. It is a waste of time. The other part of your question pertains, in my opinion, to traits which should characterize a historian, because the sine qua non condition for practicing history, that is, freedom of speech, is already a past memory. It has been replaced with political correctness, that is, soc-liberal censorship, or, as somebody has nicely put it, a "tyranny of good intentions." Thus in today's grim times the sine qua non condition for practicing history is the historian himself – truthful, independent, immune to punches, and, finally, simply courageous. Yes, we have lived to see times when, jokingly speaking (but it is a bitter joke), a historian should be **a cross between an intellectual and a boxer**.

Extrait de: "An interview with Dr Dariusz Ratajczak", by Zbyszek Koreywo, *Tygodnik Polski, Polish Weekly*- the main paper for Poles in Australia- July 2002.

<<http://www.adelaideinstitute.org/Dissenters/ratajczak.htm>>

SACRÉS PAPIERS

Après plus de quarante ans de polémiques, le Vatican lève un coin du voile sur l'attitude controversée de Pie XII à l'égard du nazisme. D'ici à un mois et demi, une partie des archives de l'Etat pontifical couvrant la période 1922-1939 sera en effet accessible aux chercheurs, a annoncé samedi le porte-parole du pape, Joaquin Navarro Valls. Cette mesure «exceptionnelle» avait été prise en février [2002] par Jean Paul II, «afin de mettre un terme à des spéculations injustes et ingrates». Restait à en déterminer la date. C'est désormais chose faite.

Dès le 15 février, les documents du secrétariat d'Etat et des archives secrètes du Vatican concernant les rapports avec l'Allemagne durant cette période pourront être consultés: au total, près de 650 cartons provenant, entre autres, de la nonciature apostolique de Munich et de Berlin, où Eugenio Pacelli fut en poste avant de devenir, en 1930, secrétaire d'Etat du Vatican, puis d'être élu au trône de Saint-Pierre neuf ans plus tard. Jusqu'à présent, seules les archives remontant au pontificat de Benoît XV (décédé en 1922) étaient disponibles. Les rapports entre le Saint-Siège et l'Allemagne hitlérienne étaient donc en grande partie couverts par le secret.

Libération, 31 décembre 2002.

PD ATTACK !

Real lives: Sleeping with the enemy

It sounds much worse if you state it bluntly. But, OK, I'll rip off the plaster here, now, at the start of the article: I slept with a neo-Nazi. And an Islamic fundamentalist. And, yes, technically, they both thought gay people should be killed. There? Happy now? Let me explain. Sometimes, as a journalist, I do undercover work (please, no gags). Earlier this year I was in Los Angeles reporting on a **convention of Holocaust deniers**. A nasty little group called the **Institute of Historical Review** were gathering in the rather plush Marriott Hotel to make **ridiculous** claims that (a) Hitler didn't kill many Jews, and (b) even if he did, they had it coming.

It was, as you would expect, a pretty vile and unpleasant week. I sat in rooms where sweet-looking grannies would rock slightly muttering, "Kikes, kikes" under their breath as they carried on knitting. **Criminals like Robert Faurisson**, who has been jailed in France for denying the Holocaust, were cheered like David Beckham at a World Cup match.

So what's a guy to do to distract himself in these circumstances, but seduce a Nazi? Part of my task was, obviously, to befriend the people there, and to see what they were saying privately. I admit I have a rather cliched gay man's attraction to muscly, shaven-headed louts, and they were troublingly profuse at the Marriott. There's a whole thesis to be written about the complex relationship between homosexuality and far-right political movements.

I despise and loathe the far right, but many, many gay men have been drawn not just to the ludicrous pantomime of fascism (footage from Mussolini's Italy looks uncannily like a Mardi Gras), but also to the actual practice. Ernst Rohm, one of Hitler's close advisers until the Fuhrer had him shot, was a deliriously promiscuous gay man; Pim Fortuyn, the Dutch hard-right nut who was assassinated earlier this year, used to boast that his anti-Muslim policies were not racist: "How can I be against north Africans? I have slept with so many of them."

This is all a very roundabout way of saying that it was pretty tough for me to figure out which, if any, of the assembled delicious Nazis were gay, and which just looked it. I know I should have been so repulsed by these fascists that the thought of sex was abhorrent; but when you are actually confronted with the reality of extremists (and I've met quite a lot of them), it is very hard to actually take them seriously. Sure, they rant about Jews and gays (the two minorities closest to my heart), but it just seems so absurd that I can't help but smile and do my job: pretending to be one of them.

I sat next to Ross from Oregon on the first day of the "conference". He was my age - 23 - and approximately twice my size. Picture the Incredible Hulk, but considerably less green and only moderately less angry, and you've got the idea. We made polite small talk about how evil blacks or gays or some other minority group are; he told me an unpublishably disgusting joke, and I chortled along and - what can I say? - I fancied him. It was shallow and it was totally about looks. Let him who is without guilt throw the first stone. But nothing in my experience had equipped me with the skills to seduce a maniac. Actually, that's not entirely true.

On September 11 2001, the smoke and the fumes and the blood were barely settled on Manhattan when I was delegated to go undercover at the Finsbury Park mosque, the most hardline in Britain. Fortunately, I have always found Islam fascinating, and I was able to bluff my way in fairly easily - stuff about needing to rally around to keep up the assault on America at this time, and so on. [...]

Slam-cut to LA and Russ. He was a harder nut to crack, but at least he could (and did) drink an awful lot of vodka. I'll spare you the details: suffice it to say that Germany did successfully invade Poland. So what's the moral of this tale? Part of me wants to trumpet it as a victory for gay rights. Even in the most intense centres of homophobia and gay-bashing, you can still find the odd bit of sodomy. We are, quite literally, everywhere, including (literally) inside homophobes. Part of me is a bit ashamed - in the cold light of day, both Russ and Mo have some pretty repulsive views. But there's something uniquely rewarding about bagging a homophobe. In fact, I reckon that this should be the new path for the gay rights movement. Every gay reader of the Guardian should henceforth dedicate himself to seducing every gay-basher they can find. Our response to hatred shouldn't be to hate back; it should be to give them a jolly good seeing-to.

Vrai ou faux ? Pure vantardise d'un type qui écrit des articles un peu rances pour un directeur naïf et excité ? Ce type semble décrire surtout ses fantasmes.

The Guardian, 13 décembre 2002

<<http://www.guardian.co.uk/g2/story/0,3604,859056,00.html>>

TUE-T-ON TOUS LES TEUTONS ?

Germans have disturbing attitudes toward Jews, according to new poll By Toby Axelrod

Negative attitudes toward Jews are widespread in German society today, according to a new survey. Among other results, the American Jewish Committee poll found that **52 percent of Germans believe Jews are exploiting the memory of the Holocaust for their own purposes**. The AJCommittee's executive director, David Harris, called this the "most disturbing result" in the survey, the third such poll conducted since German unification in 1990. Harris was in Berlin with the group's president, Harold Tanner, and its director of governmental and international affairs, Jason Isaacson, **for meetings Monday and Tuesday with German officials**.

Most Germans favor Holocaust education and Holocaust memorials, the survey showed. "The fact that Holocaust remembrance is enshrined in the German conscience is very encouraging," Harris said. But the survey also suggested that many Germans believe education is not enough to prevent intolerance. The poll found that 60 percent of Germans acknowledge that anti-Semitism is a problem in their country, and 35 percent say the problem is increasing — facts that "bear watching," Harris said.

The survey, conducted by the research firm Infratest from Oct. 8-25, was based on personal interviews with 1,250 respondents and has a margin of error of 3 percent.

- 40 percent said Jews exert too much influence on world events, and 20 percent said they have "too much influence" in Germany;

- 35 percent of Germans believe Jews "are motivated by feelings of revenge" more than other groups;

- 59 percent agreed with the statement, "Many people in Germany are afraid to express their true feelings about Jews";

- 17 percent of Germans "prefer not" to have Jews as neighbors, though more Germans would prefer not to have Gypsies, Arabs, Turks, Africans or Poles as neighbors;

In general, the older the respondents, the more likely they are to express negative attitudes toward Jews and other minorities.

Jewish telegraphic Agency, 17 décembre 2002. Compressé.

<http://www.jta.org/page_view_story.asp?strwebhead=German+ideas+of+Jews+%26%238216%3Btroubling%26%238217%3B&intcategoryid=2>

En Ritalie, c'est du kif:

Uno su cinque diffida degli ebrei, l'8% vorrebbe cacciarli dal Paese Antisemitismo, in Italia c'è uno «zoccolo duro» (le socle dur)

Quanto è esteso l'antisemitismo tra gli italiani? Come per tutti i sentimenti, si tratta di un fenomeno difficile da misurare con precisione. Per alcuni atteggiamenti, come il grado di fiducia nei governi, c'è, da parte dei ricercatori, una certa esperienza e consuetudine, che porta a indicatori grossomodo condivisi in tutto il mondo occidentale. Per altri orientamenti, come, appunto, l'antisemitismo, le cose sono più complesse, anche data la ambiguità del fenomeno da misurare. Se ci limitiamo a rilevare se gli ebrei siano comunque considerati «diversi», con caratteristiche sociali, culturali, politiche che li distinguono dal resto degli italiani, troviamo che la pensa così una quota molto ampia di cittadini, poco più del 30% della popolazione adulta. Se entriamo più nel merito e sondiamo la presenza di un vero e proprio sentimento di diffidenza nei confronti degli ebrei, rileviamo una percentuale minore, ma non esigua: poco più di un quinto, composto da cittadini di tutte le età e ceti sociali, con una accentuazione tra chi possiede titoli di studio medio-bassi, tra chi vive nei piccoli centri e chi si colloca politicamente nel centrodestra (in misura maggiore tra gli elettori di Forza Italia rispetto a quelli di An).

Se poi poniamo quesiti più «duri» riguardo agli ebrei, come ad esempio «non sono dei veri italiani» o «mentono quando sostengono che il nazismo ne ha sterminati milioni» o, ancora, «dovrebbero lasciare l'Italia», troviamo percentuali ancora minori, ma sempre relativamente significative. Le ultime due affermazioni, ad esempio, che sono quelle che trovano in assoluto minor approvazione, ottengono comunque il consenso dell'8% della popolazione adulta, pari, per intenderci, a più di due milioni e mezzo di persone.

Al di là dello strumento adottato per misurarlo, c'è quindi, anche nel nostro Paese, una sorta di «zoccolo duro» di antisemitismo. Che desta qualche preoccupazione, sia perché la sua estensione appare immutata nel tempo (i dati relativi allo scorso anno non differiscono molto da quelli odierni), sia, specialmente, perché essa non comprende l'ampiezza, ancora maggiore, del cosiddetto «antisemitismo potenziale». Quello, cioè, non dichiarato nei sondaggi, per reticenza o, più spesso, perché costituisce una sorta di sentimento latente, negato talvolta anche a se stessi, ma basato su pregiudizi ben radicati e pronto ad emergere e divenire esplicito nel momento in cui qualche stimolo esterno (un avvenimento, una campagna di comunicazione) lo solleciti.

Renato Mannheim

Corriere della Sera, 26 janvier 2003

Donc il faut laver d'autant plus énergiquement les cervelles:

LA DATA Un symbole -- Il «Giorno della memoria», in ricordo delle vittime dell'Olocausto, si celebra il 27 gennaio perché in quel giorno del 1945 gli alleati liberarono il campo di concentramento di Auschwitz. In Italia è stata introdotta da una legge del luglio 2000 ed è quindi giunta alla terza edizione. Sono previste decine di manifestazioni in tutto il Paese.

A Milano -- La maggiore manifestazione popolare si tiene a Milano, dove un grande corteo aperto dai superstiti dei lager nazisti attraversa il centro oggi alle 15 diretto a piazza del Duomo.

A Trieste -- San Sabba. Alle 11 di domani, il sindaco di Trieste Roberto Dipiazza assieme ad altri rappresentanti delle istituzioni e a varie associazioni parteciperà a una cerimonia commemorativa alla **Risiera di San Sabba**. Poi visiteranno il Museo della comunità ebraica di Trieste «Carlo e Vera Wagner»

In Toscana -- Cinquecento studenti sono partiti ieri in treno dalla Toscana per **raggiungere Auschwitz**: il loro viaggio nei luoghi dello sterminio nazista durerà 5 giorni

In rete -- Altre informazioni sulle iniziative previste domani sul sito Internet dell'Insmli, Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia, che si trova all'indirizzo

<www.istoreto.it/insmli/27_01/giorno_memoria.htm>, oppure in quello dell'Ucei, Unione delle comunità ebraiche italiane, che è:

<www.ucei.it/giornodellamemoria/calendario/index.htm>

C'est pas mieux aux Etats-Unis:

Poll indicates anti-Semitism on rise among young Americans

Anti-Semitism may be increasing in the United States as **more young adults** express bigoted views about Jews than do middle-aged Americans, according to a national poll by the Institute for Jewish and Community Research in San Francisco.

On question after question, researchers found that the proportion of Americans ages 18 to 35 who held anti-Semitic views was consistently higher than the percentage of middle-aged Americans who shared those attitudes. For example, nearly one in four young adults -- 23 percent -- agreed with the statement that Jews were a "threat" to the country's "moral character," a view shared by 15 percent of Americans between ages 45 and 54. And 20 percent of young adults agreed that Jews "care only about themselves," compared with 12 percent of middle-aged Americans.

The Washington Post, 21 janvier 2003,

<<http://www.fpp.co.uk/online/03/01/WashPost230101.html>>

Si les juifs arrêtaient de massacrer et de s'emparer des biens d'autrui, peut-être que leur "image" s'améliorerait-elle un tantinet...

TAPAGE DANS LES POUBELLES

Voici tout soudain Alexis Carrel promu "précurseur des chambres à gaz"!...

Compiègne: le médecin, le maire, le poète et la mémoire du camp...

Par Didier Daeninckx

Après la décision du Conseil municipal de Paris de procéder au **débaptême** de sa rue Alexis Carrel, située dans le XVe arrondissement, il reste encore une quinzaine de villes françaises assez amnésiques pour perpétuer le souvenir de ce savant pro-nazi, **précurseur des chambres à gaz**. L'exemple de Paris devrait être rapidement suivi par Lyon, et il semble que le statu-quo soit de mise à Rennes, Saint-Etienne, Marseille ou Avignon.

Mais le scandale de l'existence d'une rue Alexis Carrel est porté à son paroxysme à Compiègne, dans l'Oise, où cette voie honorant le "Prix Nobel de médecine et de physiologie 1912" **longe l'enceinte** de l'ancien camp de Royallieu. C'est là en effet, que de 1941 à 1944, furent incarcérés 50.000 personnes, dont un grand nombre de résistants, avant leur transfert vers les camps de concentration et d'extermination. Parmi eux l'écrivain Jorge Semprun, le futur prix Nobel de physique Georges Charpak ou le poète surréaliste Robert Desnos. [*Il oublie Degrelle et les rexistes belges, juste avant.*]

L'insupportable symbole de cette collision historique vient d'être ravivé par la décision du gouvernement d'implanter un Musée de la déportation dans le périmètre du camp de Royallieu d'où partit également le premier convoi de juifs

vers l'anéantissement, en mars 1942.

Le sénateur-maire UMP de Compiègne, Philippe Marini a opposé une **fin de non-recevoir** aux demandes des diverses associations et personnalités dont Serge Klarsfeld qui résume ainsi la situation: "Les thèses eugénistes de Carrel conduisaient à la mort, comme aujourd'hui la rue Carrel conduit toujours au camp".

La pression constante a obligé l'édile compiégnais à un premier recul. Au cours d'un entretien avec Laetitia Galdaeno, du *Courrier Picard*, le 4 décembre, Philippe Marini annonce que dans la nouvelle configuration du quartier: "Les noms d'anciens déportés pourront figurer sur les nouvelles rues; la rue Alexis-Carrel sera raccourcie de moitié", comme si l'honneur se mesurait à une surface de goudron. Puis il avance que Carrel "n'a jamais été une pièce active du système de Vichy". Rappelons au sénateur oublieux que le livre de Lucien Bonnafé et Patrick Tort publié par les éditions Syllepse *L'homme cet inconnu? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz* établissait dès 1992 que Carrel présida la "Fondation française pour l'étude des problèmes humains" une officine eugéniste richement dotée mise directement à sa disposition par Pétain, et qu'il fut un membre éminent du PPF, le parti nazi créé par Jacques Doriot. [**Mais a-t-il commis un crime quelconque ?**] [...]

Cet article a été, paraît-il, publié le 20 décembre 2002 dans le n°28 des *Enquêtes interdites*.

<<http://www.amnistia.net/librairie/amnistia/n28/carrel.htm>>

COMMENT RETUER LES MORTS ?

Les Ahuris des poubelles frappent encore:

Le 24 juin 2002, en séance publique, le Conseil général des Pyrénées-Orientales a voté (22 voix pour, 11 abstentions) l'acquisition de 2000 exemplaires d'une *Encyclopédie* du département pour près de 70.000 euros (environ 450.000 francs).

Des esprits chagrins ont eu l'idée de lire l'ouvrage, et quelle ne fut pas leur surprise de tomber sur **un article d'essence révisionniste** consacré à un écrivain du cru, Robert Brasillach, né en 1909 à Perpignan.

Il est écrit ainsi de Brasillach qu'il fut "victime à trente-cinq ans d'un des drames de l'épuration", comme on le serait d'un drame de la jalousie, lui qui dans son journal *Je suis partout* applaudissait aux rafles de 1942 et proclamait à l'adresse des autorités nazies: "Débarrassez-nous des juifs en bloc, et surtout n'oubliez pas les petits". Son arrestation est pareillement maquillée: selon l'auteur de l'article, André Bonet, Brasillach "se constitua prisonnier parce que sa mère avait été prise en otage". Et pour lui, Brasillach serait "l'auteur d'une oeuvre chaleureuse dont resteront à tout jamais des romans tels: *Le voleur d'étincelles, L'enfant de la nuit...*"

André Bonet a sûrement oublié de lire la centaine d'articles de *Je suis partout* où, par exemple en mai 1943, Brasillach n'hésitait pas à écrire que l'exécution de Marx Dormoy, ministre du Front Populaire, était "le seul acte de justice accompli depuis l'armistice". Dès octobre 1941, il avait soif de sang, réclamant la mort pour les résistants: "Qu'attend-on pour fusiller les députés communistes déjà emprisonnés?"

Et puisque l'*Encyclopédie des Pyrénées-Orientales* est largement subventionnée par le Conseil général, les membres de cette honorable assemblée nous seront reconnaissants de leur livrer ce chef d'oeuvre de Brasillach concernant la République qu'ils sont censés servir:

"On ne s'aperçoit pas qu'on encourage le mensonge, qu'on encourage le Juif. En finira-t-on avec les relents de pourriture parfumée qu'exhale encore la vieille putain agonisante, la garce vérolée, fleurant le patchouli et la perte blanche, la République toujours debout sur son trottoir. Elle est toujours là, la mal blanche, elle est toujours là, la craquelée, la lézardée, sur le pas de sa porte, entourée de ses michées et de ses petits jeunots, aussi acharnés que les vieux. Elle les a tant servis, elle leur a tant rapporté de billets dans ses jarretelles; comment auraient-ils le coeur de l'abandonner, malgré les blennorragies et les chancres? Ils en sont pourris jusqu'à l'os". (*Je suis partout*, 7 février 1942)

L'article qui est consacré à ce délicat auteur par André Bonet se termine par ces mots: "Son oeuvre, avec le recul du temps, prendra sa juste place". Il est bon d'en préciser le lieu: les poubelles de l'Histoire.

Il fallait qu'il en parle, les poubelles, ça le connaît, il y vit, il y prospère, il s'en nourrit...

C'est à quoi on s'expose quand on attaque à tu et à toi, dans un système qui vous offre protection et impunité. Mais l'histoire réserve des surprises. Quand la protection et l'impunité offertes par les socialo-sionistes auront disparu, il y aura de nouveaux procureurs, fraîchement éclos, qui dénonceront et persécuteront les Denainckxxx et autres enfoiréxxx qui n'ont plus très longtemps devant euxxxx.

<<http://www.amnistia.net/librairie/amnistia/n29/brasill.html>>

Il y a une suite:

Perpignan, 24 jan (AFP) - Lancée par un site internet **controversé**, une polémique politico-littéraire autour de Robert Brasillach agite Perpignan, la ville natale de l'écrivain pronazi fusillé à la libération, au sujet d'un article qui lui est consacré dans une encyclopédie locale. Publiée par l'éditeur toulousain Privat et subventionnée par le conseil général, *Les Pyrénées-Orientales, encyclopédie illustrée du pays catalan* comporte un bref passage sur l'oeuvre de Brasillach,

dont sont aussi appelées la "sympathie pour le régime nazi" et "l'engagement dans la collaboration".

Le texte décrit le directeur du journal d'extrême-droite *Je suis partout* comme un "homme qui s'est trompé lourdement" et comme une "victime, à 35 ans, d'un des drames de l'épuration".

Se basant sur cette dernière phrase, un site internet local

<www.perpignan-toutvabien.com> a lancé une campagne, relayée par plusieurs médias nationaux, contre les auteurs de l'encyclopédie, accusés d'avoir "réhabilité" l'écrivain maudit et de surestimer son talent littéraire.

"Couillonnade absurde"

Cette campagne a reçu, jeudi, un appui inespéré en la personne de Jean-Paul Alduy, le sénateur-maire UMP de Perpignan, qui a adressé au site internet un billet dans lequel il a affirmé partager "totalement" son point de vue.

"Que l'on porte un jugement littéraire sur Brasillach ou son oeuvre, je n'ai rien à dire. Mais que l'on fasse une analyse biographique en omettant d'expliquer la violence antisémite de Brasillach, son rôle d'intellectuel engagé dans une période qui a été la honte de l'histoire de l'humanité, ceci n'est pas admissible", s'est expliqué M. Alduy à l'AFP. Il a regretté "les oublis" de l'encyclopédie en la matière. "Je ne suis pas de ceux qui s'érigent en justiciers. Mais dans la période actuelle, il nous faut être très exigeants dans nos analyses sur les erreurs commises quand l'histoire a basculé dans la plus affreuse barbarie", a-t-il opiné.

Ces propos ont fait bondir les auteurs de l'encyclopédie, de même que le président du conseil général Christian Bourquin, qui ont tous réagi avec une fureur à peine contenue. Dominique Portet, directeur des éditions Privat, a été le plus mesuré en qualifiant la controverse de "couillonnade absurde".

"C'est un procès de Moscou!", a protesté un des co-directeurs de l'encyclopédie, Michel Démelin. "En tenant pour acquis que Brasillach était une ordure et un nazi, nous avons voulu considérer son oeuvre littéraire. C'est de la folie de dire que nous avons de la sympathie pour lui!", s'est-il emporté. "Alduy a raison quand il attaque le fascisme de Brasillach. Mais le rôle de l'encyclopédie n'était pas de parler de politique, mais des romans qui mettent en relief la catalanité de l'auteur. Dans le peu d'espace dont nous disposions, nous avons rappelé le passé nazi de Brasillach. Nous séparons l'écrivain de l'homme qui s'est perdu dans *Je suis partout*, a affirmé un des réviseurs de l'ouvrage, Robert Priquère. "Dans ce cas, **on ne peut plus parler de Céline**, ni d'Aragon. Nous sommes salis, diffamés", s'est-il insurgé.

"Le maire de Perpignan est tombé dans une grosse manipulation", a estimé pour sa part M. Bourquin (PS), en accusant les instigateurs de la campagne d'être des "minables" [*Tu entends, Denainckxx, des "minables". tes copains commencent à te lâcher...*] mus par l'animosité personnelle. Une des figures de la communauté juive perpignanaise, l'avocat Maurice Halimi, a voulu calmer la tempête: "Je ne soupçonne en aucune manière les éditeurs d'avoir voulu réhabiliter Brasillach", a-t-il dit à l'AFP, en citant François Mauriac: "Nul ne peut s'arroger le droit d'ôter la gloire d'un écrivain, quels qu'aient pu être ses crimes".

C'est Momo il a raison.

DES JUIFS PAS CONTENTS

Israel: Holocaust survivors protest IDF actions Holocaust survivors protest IDF treatment of Palestinians

by Tom Regan

Ha'aretz reports that a group of Holocaust survivors, calling itself the "Forum of Holocaust survivors and descendants to halt the deterioration of Israeli humanism" has begun a petition to protest the way Israeli defense forces are treating Palestinians. The petition reads "Israeli society is descending into a quagmire of violence, brutality, disrespect for human rights, and contempt for human life" and that "**domination of another people against its will contradicts the lessons of the Holocaust**, morally, humanely, and politically."

"Palestinian terror is a despicable crime," says the petition by Zvi Gil, the forum coordinator, and journalist Raoul Teitelbaum, immediately following that obvious statement with "we cannot clear our conscience in light of the mass, arbitrary destruction of civilians' homes, uprooted olive trees, and orchards shaved to the ground. We cannot accept the extensive disruptions of daily life and abuse, for its own sake or not, at the checkpoints." [...]

Christian Science Monitor, 31 décembre 2002.

<<http://www.csmonitor.com/specials/sept11/dailyUpdate.html>>

LIBERTÉ DE PAROLES AUX OUBLIETTES

4 janvier: message de Frederick Töben

To date Revisionists have spent a lot of money defending free speech: We must be guaranteed the right to be wrong, and any robust democracy defends this right to be wrong. This is what the marketplace of ideas is all about. Revisionists are persecuted through legal prosecution. Interestingly, it is permitted to doubt whether the moon landings happened, but in many countries it is illegal to doubt whether the 'Holocaust' happened. Why?

In the past, many supporters have given generously to causes before the courts, then found that their donations certainly brought a case into court, but the matter was either lost or decided inconclusively. In most cases individual careers were destroyed in the process. In rare instances, such as Ernst Zündel at Toronto, a law was actually struck off the books. We are hoping that the challenge we are throwing out to Australia's Zionist-Jewish Community will transcend the normal factional in-fighting in all spheres of social/political endeavour.

Our fight is far more fundamental than that and it transcends any quarrel we may have with the Zionists. They, themselves, are faced with the unspeakable horrors that they have unleashed against the Palestinian people. We are fighting to safeguard our humanity from an attack that attempts to reduce our minds to slavery, as prevailed in the former Soviet Union countries where every life's whim had to be seen through atheistic-Marxist-materialistic eyes. Parts of that 70+ years horror story is now told by Alexander Solzhenitsyn in his latest volume '200 Years Together, a historical study of the relationship between Russians and Jews in Russia'. Such a horror story must never happen again - never again! Yet, our court case is preparing the legal climate for such an event.

It is in the interest of many individuals and groups to proclaim the 'Holocaust' dogma as a new world religion, and we must resist this with all our strength. Not only money will help in this enterprise, but also moral support. The issue now before the Australian court is not whether the 'Holocaust' happened or whether Jews/Zionists can use it to hide behind and deflect legitimate criticism of their behaviour, especially their oppressive behaviour towards the Palestinians. Whether you believe in the 'Holocaust' or not is now irrelevant because there is a much larger issue at stake.

During my 1999 German imprisonment I penned the following: If you deny me my freedom to think and to speak, then you deny me my humanity, and you commit a crime against humanity. Truth is my defence.

The issue now is **free speech**, and a ruling, albeit from a tribunal, in South Africa has opened a possible avenue from which there is hope of finding relief from legal oppression. After Cape Town's Radio 786 won in the Constitutional Court, South Africa's Jewish Community took the Moslem community radio station back to the Broadcasting Complaints Commission, as it had done previously, but lost its case in November 2002. In dismissing the complaint, Commissioner Roland Sutherland wrote that "the trivializing of the extent of the suffering [of Jews during World War II is] doubtless perceived by many who accept the accuracy of Holocaust evidence as churlish and insulting. Nevertheless, in my view, it is not the stuff of which reasonable people take offence to the degree it warrants the proscription of the expression of such views ... no attack in the broadcast on the Jewish religion or Jews as such ... no exhortation to hatred of any particular religious group or group of individuals." (Read the full text of the Judgment at: <www.MoslemRadio786>)

The above decision may be significant because our case is a test case. If we lose, then Australia's legal system will lose its Common Law tradition, and our already limited freedom of speech will cease to exist. Do you feel strongly enough to back this fight and put your money where your mouth is? Our battle is a global battle against those who thrive on enslaving the minds. Are we going to let this happen? If we did, we would be mad.

For our 25 February 2003 Appeal to the Federal Court of Australia please send your cash or cheque to:

Toben Defence Fund, P O Box 1137, Carleton 3053, Australia

Direct electronic transfer to: Toben Defence Fund, National Australia Bank, 271 Collins Street, Melbourne 3000, Australia; Account Number: 083.170.54878.5499. Thank You.

Fredrick Töben

LE DRAME DES MÉMORIOTS

The government began tearing down six more bunkers from Hitler's infamous West Wall yesterday against the wishes of some German historians and war veterans who want the remaining concrete and steel fortifications saved as historic memorials. The leader of the Third Reich built 20,000 bunkers, trenches and tank dugouts along a 940-mile line, also known as the **Siegfried Line**, stretching along the German border from near Basel, Switzerland, to Kleve in northern Germany. Pneumatic drills pounded away yesterday on the first of six structures to be demolished this winter after the local government in the village of Rheinau, on the French border and 105 miles southwest of Frankfurt, complained that the bunkers were a safety hazard. **The federal government worried that they were potential gathering place for neo-Nazis.**

Associated Press, January 10, 2003

PAS AVEC DES PINCETTES

The Last Ditch / La dernière tranchée

On August 30, 2002, we received the following letter to the editor from Miss Elizabeth McKinstry in response to our most recent fund-raising appeal.

I was all set to make a donation to your site when I noticed you had added IHR to your list of links.

As a member of the Free State Project, I ended up learning a lot about the IHR when someone suggested we get Joe Sobran to endorse our project. Joe Sobran, after much research and reading, is not anti-semitic, in my opinion (although he is getting further and further on the fringe, I suspect in reaction to people painting him as an anti-semite). He has associated himself, out of frustration with the Zionists I would guess, with the IHR. The IHR, however, is a **holocaust revisionist site**, and in fact, lost a lawsuit to someone about their assertion regarding the existence of gassing in concentration camps.

I am only an occasional visitor to your site, but when I heard about its plight on Strike The Root, I rushed over to help. I just wanted you to know why now I'm unable to support your situation. I thought every other link you had listed was great, so perhaps this is a mistake. Regardless, I would not ask you to take it down, just as I'm sure you would not ask me for money to support, even indirectly, a group like the IHR.

Sincerely,
Elizabeth McKinstry

<<http://www.thornwalker.com/ditch/>> Nous avons la réponse sur un document joint.

LE MALADE MENTAL

Nouvelles révélations sur l'affaire Gerstein

Selon un article paru sous la plume d'Yves Lassueur dans le quotidien *Le Matin* du 10 mars 2002, la Suisse était sensée savoir, dès 1942, ce qu'il en était de la "solution finale" appliquée aux Juifs. En date du 9 juillet 1955, dans le cadre du rapport concernant la politique suisse à l'égard des réfugiés pendant la Deuxième guerre mondiale, le professeur Carl Ludwig s'adressait au consul Hochstrasser pour lui demander des précisions sur ses entretiens avec Gerstein, ce dernier étant considéré comme une des sources les plus fiables de la "solution finale". A la question capitale de savoir quand avait eu lieu ces entretiens, Hochstrasser répond dans une lettre datée du 25 juillet 1955:

"La discussion avec le SS Gerstein a eu lieu début juin 1944. Cette date est une certitude, étant donné que je revenais de Suisse après une longue maladie durant la deuxième moitié de mai."

Cette mise au point est importante, car Yves Lassueur se réfère à l'historiographie officielle pour dire "qu'en 1944, le camp de Treblinka était déjà fermé et, à cette date, le Zyklon B avait remplacé les moteurs diesel.". L'argumentation de Lassueur, selon laquelle les autorités suisses devaient tout savoir de la "solution finale", et ceci dès 1942, est ainsi réduite à néant. Nous reproduisons ci-dessous les passages les plus significatifs du rapport Hochstrasser du 25 juillet 1955 concernant la visite de Kurt Gerstein:

"Même au procès des criminels de guerre à Nuremberg, on ne prêta guère de crédit aux dires de l'*Obersturmbannführer* SS Kurt Gerstein concernant l'élimination quotidienne de 8.000 Juifs et individus de type oriental dans le Gouvernement général [Pologne]. C'est en juin 1944 (et donc pas en 1942), à Berlin, que l'*Obersturmbannführer* SS Kurt Gerstein m'entretint au sujet de l'extermination planifiée des Juifs et des populations de l'Est; nous avions pu nous rencontrer grâce à une de mes connaissances, répondant aux sollicitations pressantes de Gerstein. Celui-ci était fonctionnaire aux mines, gagna le corps de la SS et eut à traiter des questions de désinfection. Tout membre de la SS qu'il fût, les derniers événements lui parurent trop insoutenables et révoltants pour garder le silence. Il en fit rapport à l'attaché de presse suédois et à moi-même. Gerstein est allé plusieurs fois dans les camps de concentration, pour vérifier les mesures de désinfection. Peu avant l'entretien de juin 1944, il était allé dans le camp de Berblenka (Gouvernement général), et lors d'une réunion à trois, d'une durée de 3 heures (Gerstein, l'homme de liaison et moi), il était visible qu'il était encore sous le coup de ces événements. [pour Berblenka, lire Treblinka]

Son rapport: installations du camp cachées dans de beaux massifs boisés; voies ferrées spéciales permettant aux trains d'aboutir directement au camp; tout le monde dehors ! Formez les rangs ! Mettez en tas distincts habits, linges, chaussures, cheveux longs et tresses, bijoux et dentiers avec dents en or, etc. Puis on allait soi-disant aux douches, et l'on se préparait à un examen médical. Ils étaient poussés dans une salle où, pressés les uns contre les autres, personne n'aurait pu tomber. La salle était fermée à clef. Puis on faisait pénétrer les gaz d'échappement d'un moteur Diesel; le processus d'exécution durait 1h 30, car le flux des gaz était irrégulier. Les scènes d'angoisse et d'effroi, à ce moment, étaient à peine descriptibles. Gerstein put, en compagnies de responsables du camp, etc., assister à ces scènes à travers un judas. Sa remarque portant sur la raison des tortures des victimes d'une durée d'une heure trente aurait pu lui coûter la tête.(...) Un gros problème consistait en l'élimination des cadavres: fosses communes, élimination

chimique ou incinération. On eut recours à ces trois solutions ; à cause du nombre élevé de corps, on adopta finalement surtout la façon de faire suivante : les corps (dont certains, pas encore tout à fait morts, avaient dû se déplacer quelque peu) étaient empilés par centaines dans de grandes fosses (...), arrosés d'essence ou de carburant et brûlés aussi bien qu'une combustion pouvait le permettre en de telles circonstances, afin de gagner de la place pour le lot suivant. On chargea entre autres un professeur d'une université allemande d'étudier un procédé radical d'élimination ; mais aucune technique assez efficace ne fut trouvée. (...) De 1946 à 1948, je fus consul à Francfort-sur-le Main. Ce devait être, je pense, en automne 1946 que je fus interrogé téléphoniquement par le Tribunal de guerre des Alliés à Nuremberg; il voulait savoir si j'étais en mesure de me souvenir d'un homme de la SS, nommé Gerstein, celui-ci ayant affirmé qu'il m'avait fait part, à l'époque, de tout son dégoût devant les mesures d'extermination, afin que j'en prévinsse les pays étrangers. Donc, en quelques phrases, je pus confirmer cette demande."

Ce rapport, que le professeur Ludwig mentionne mais sans le citer, fut écrit plus de dix ans après les faits. A la question de savoir si Hochstrasser avait, sur le moment, transmis le témoignage de Gerstein à Berne, voici ce qu'il écrivit le 3 août 1955 au ministre Zehnder, secrétaire général du Département politique fédéral:

"Pour autant qu'il s'agit de communications sérieuses, j'ai mis au courant l'ambassadeur Frölicher [son supérieur à Berlin], lequel pouvait comparer mes informations avec d'autres. [...] Etant donné qu'il prit de telles nouvelles avec la plus grande prudence, je ne sais pas s'il les a transmises à Berne."

On sait que Gerstein était préposé à l'hygiène des camps et que le Zyklon B était utilisé pour tuer les poux, vecteurs du typhus. Des factures d'achats de Zyklon B établies au nom de Gerstein furent même produites au procès de Nuremberg. Pourtant, Gerstein ne parle jamais, ni dans les *Confessions*, ni à Hochstrasser, de gazage homicide au Zyklon B, alors que ce procédé, en 1944, était sensé être utilisé intensivement dans les camps d'extermination. Dans notre précédent bulletin, Jürgen Graf a expliqué pourquoi les gaz d'échappement du moteur Diesel ne sont pas vraiment appropriés pour un usage homicide. Il n'est pas bien difficile de comprendre que, en 1944, Gerstein avait été pris pour un affabulateur, voire un provocateur.

Dans sa thèse annulée *Les "Confessions" de Kurt Gerstein*, Ed. Polémiques, 1986, page 10 (voir notre précédent bulletin), Henri Roques relève que Gerstein dit n'avoir jamais écrit de rapport pendant la guerre, ce qui peut se comprendre, car il aurait alors pris un risque considérable. Néanmoins, selon Saul Friedländer (*Pie XII et le Troisième Reich*, page 123) : "En août 1942, Gerstein, qui venait d'assister à des opérations d'extermination par les gaz, essaie de se faire recevoir par le Nonce Orsenigo; il est éconduit. C'est alors qu'il communique un rapport au conseiller juridique de Mgr Preysing, archevêque de Berlin, en demandant qu'il soit transmis au Saint-Siège." Saul Friedländer transforme une hypothèse en affirmation, sachant très bien que personne ne peut prouver qu'il n'a pas reçu un document qui n'existe pas...

Vérité & Justice, N° 15, avril 2002. (CP 355, CH-1618 Châtel-Saint-Denis)
<<http://abbc.com/suisse/15.htm>>

FICHÉS FICHUS

Sera-ce une consolation pour notre ami Ahmed Rami, victime d'une véritable opération de commando des flics suédois ? Au lieu de frapper à la porte, ils ont enfoncé la fenêtre comme dans un film américain de série B... La presse dit que les citoyens suédois ont découvert, lors de la publication d'un rapport officiel, le 17 décembre 2002, que plus de 100.000 d'entre eux ont été fichés, à différentes époques, sous le prétexte de surveillance anti-communiste. En particulier, les flics écoutent les téléphones. Ces pratiques se poursuivent, en dépit d'une loi qui les a interdites en 1969. C'est exactement de ces pratiques interdites que sont victimes les révisionnistes en Suède, et dans d'autres pays où il n'y a pas toujours de loi qui interdise d'espionner les citoyens. Mais avec les nouvelles mesures barataesquement appelées "anti-terroristes" qui sont prises ou en voie d'être prises dans de nombreux pays, on fait un gigantesque bon en arrière de plus de 50 ans. Les Droits de l'Homme, vous pouvez carrément vous les mettre... au Musée de l'Homme. Même ce musée, d'ailleurs, Chirac va le jeter aux orties. Il est en ruine, sans argent, sans moyen, étouffé par les pharaonades présidentielles et ses conneries d'Art premier. Alors les Droits de l'Homme, c'est carrément aux chiottes que la bande à Chirac est en train de les mettre...

TOUS EN TAULE 1

Lettre de R. Faurisson à Robert Ménard, fondateur de "Reporters sans frontières"

Je vous informe de ce que, ce matin à 10h, Gaston-Armand Amaudruz, répondant à la convocation des autorités helvétiques, s'est présenté à l'établissement pénitentiaire de la Plaine de l'Orbe pour y purger sa peine de trois mois de prison. Le médecin l'a déclaré apte à supporter la détention. G.-A. Amaudruz est âgé de 82 ans et il est en mauvaise santé.

Son crime principal est d'avoir exprimé un doute en ce qui concerne l'existence des chambres à gaz nazies et d'avoir dit qu'il refusait de croire au chiffre de six millions de victimes juives. Dans le langage officiel, celui de la convocation

même, on ne parle que de "discrimination raciale".

L'établissement en question, situé à vingt kilomètres au nord de Lausanne, est un pénitencier dit de **haute sécurité**, avec nombreux sas à l'entrée, gardiens et chiens. La peine de trois mois de prison est incompressible. Il y a au surplus des amendes, des dommages-intérêts, des frais de justice, des frais d'avocats et diverses dépenses.

Le premier avocat, Patrick Richard, avait, par peur, abandonné son client, lequel s'est rabattu sur un autre avocat, Jean-Pierre Moser. Ce dernier se montre plus que réservé avec les amis de G.-A. Amaudruz. Ce matin, après un premier appel courtois de ces derniers, il s'est mis aux abonnés absents.

Il y a une semaine, René-Louis Berclaz a diffusé 4000 exemplaires du numéro 19 de *Vérité & Justice* contenant un appel à manifester contre la perspective d'une telle incarcération. Cet appel n'a pas suscité le moindre écho.

Il règne en Suisse une terreur panique à l'idée de contrarier les organisations juives et les forces de la répression antirévissionniste. J'en ai été le témoin, en particulier lors du procès de Jürgen Graf. L'avocat de ce dernier tremblait à faire pitié. Le procureur avait annoncé de but en blanc que tout argument de nature révissionniste, exposé par qui que ce fût dans l'enceinte du prétoire, ferait l'objet de poursuites. Dans le cas Amaudruz, ce sont les magistrats du siège qui ont brandi la même menace.

On peut écrire au prisonnier à l'adresse suivante :

Etablissement de l'Orbe, CH 1350 ORBE (Suisse).

En principe, les enveloppes de son courrier sont ouvertes pour en vérifier le contenu mais les lettres ne seraient pas lues et seraient intégralement transmises à l'intéressé.

RF 13 janvier 2003

Malgré son âge bientôt anté-canonique, le professeur Faurisson conserve de ces charmantes naïvetés.

Liberté pour Amaudruz

Communiqué du CEPE

Ce lundi 13 janvier, les autorités suisses ont osé incarcérer Gaston-Armand Amaudruz. Aveuglées par leur intolérance, les ligues de la haine ont donc obtenu l'emprisonnement d'un vieillard de 82 ans. Le seul tort de notre camarade est d'avoir milité en faveur d'une plus grande liberté dans le domaine de la recherche historique.

Gaston-Armand Amaudruz est donc devenu aujourd'hui un prisonnier politique. Le Comité d'Entraide aux Prisonniers Européens considère qu'il est de notre devoir élémentaire de solidarité de soutenir moralement et financièrement ce camarade européen.

Gaston-Armand Amaudruz a donc besoin de votre aide: nous devons lui envoyer un premier mandat pour ses frais d'installation (télé, cantine...) puis dans la mesure du possible un mandat chaque mois; mais le soutien moral est tout aussi important, cela passe par le courrier que vous lui enverrez. Son adresse:

G. A. Amaudruz, Etablissement Pénitentiaire de l'Orbe, CH-1350

Orbe, Suisse

Vous pouvez envoyer vos dons à l'adresse suivante (chèques à l'ordre du CEPE): CEPE, BP 4-7187 - 30914 Nîmes cedex 2, France.

ET ÇA ?

Le plus grand écrivains de langue portugaise, tous les lusophones *vous le diront, est Eça de Queiros, qui est très peu traduit en française. Il fut diplomate et eut l'occasion de faire les observations suivantes à Berlin sous Bismarck (Cartas de Londres, p. 72-79):*

"Mas o pior ainda, na Alemanha, é o hábil plano com que fortificam a sua prosperidade e garantem a sua influência -- plano tão hábil que tem o sabor de uma conspiração: na Alemanha, o judeu, lentamente, surdamente, tem se apoderado das duas grandes forças sociais -- a Bolsa e a Imprensa. Quase todas as casas bancárias, quase todos os grandes jornais estão na posse do semita. Assim, torna-se inatacável. De modo que não só expulsa o alemão das profissões liberais, o humilha com a sua opulência rutilante, e o traz dependente do capital; mas, injúria suprema, pela voz de seus jornais, ordena-lhe o que há de fazer e com quem há de se bater! Tudo isso seria suportável se o judeu se fundisse com a raça indígena. Mas não. O mundo judeu conserva-se isolado, compacto, inacessível e impenetrável. As muralhas formidáveis do templo de Salomão, que foram arrasadas, continuam a pôr em torno dele um obstáculo de cidadelas. Dentro de **Berlim há uma verdadeira Jerusalém, inexpugnável**: aí se refugiam com o seu Deus, os seus costumes, o seu Sabbath, a sua língua, o seu orgulho, a sua segura, gozando o ouro e desprezando o cristão. Invadem a sociedade alemã, querem lá brilhar e dominar, mas não permitem que o alemão meta sequer o bico do sapato dentro da sociedade judaica. Só casam entre si; entre si ajudamente regiamente, dando-se uns aos outros milhões, mas não favoreceriam com um troco um alemão esfomeado; e põe orgulho, um coquetismo insolente em se diferenciar do resto da nação em tudo, desde a maneira de pensar até a maneira de vestir. Naturalmente, um exclusivismo tão acentuado é interpretado

como hostilidade e pago com ódio".

MÉMORIOT

En Alsace, la construction d'un mémorial ravive la controverse autour des « malgré-nous »

Le bâtiment doit ouvrir en 2004, en face du camp de concentration du Struthof, pour évoquer le souvenir des 130 000 Alsaciens et Lorrains incorporés dans l'armée allemande et la SS.

En posant, samedi 21 décembre à Schirmeck (Bas-Rhin), la première pierre d'un mémorial d'Alsace-Moselle, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, Hamlaoui Mékachéra, a donné une sanction officielle à une rétrospective de la période 1870-1944, dont plusieurs étapes seront consacrées aux 130.000 Alsaciens et Lorrains incorporés dans l'armée allemande et la Waffen SS à partir de 1942. Soixante ans après, le destin de ces « malgré-nous » -- qui « se distingue, a dit M. Mékachéra, par sa dureté et sa complexité » -- entretient un malaise persistant dans la région.

Depuis la fin de la guerre, en effet, cette mémoire toujours à vif semble en porte-à-faux avec la mémoire nationale. Ne rappelle-t-elle pas inmanquablement le massacre des 648 villageois d'Oradour-sur-Glane, en Haute-Vienne, le 10 juin 1944, qui fut notamment perpétré par des « incorporés » ? Le mémorial n'est-il pas installé face au camp de concentration du Struthof, où doit être érigé, d'ici à 2005, un **Centre européen du résistant déporté** ? [*Fouchtra ! N'en vlà une de bonne idée*] La question touche aussi à la mémoire du communisme: la plupart des « malgré-nous » ont combattu sur le front de l'Est, et les survivants furent libérés au compte-gouttes par les autorités soviétiques (le sort de 5.000 d'entre eux reste inconnu). [*Ah ! Si c'était 5000 juifs, il y aurait des mémoriots partout...*]

Si la communauté juive et le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) demeurent réticents à s'exprimer sur le sujet, un représentant du judaïsme strasbourgeois, Freddy Raphaël, professeur de sociologie à l'université Marc-Bloch, s'est laissé convaincre par l'un des parrains politiques du projet, le président (UMP) du conseil général du Bas-Rhin, Philippe Richert, d'entrer au comité scientifique du mémorial, dont l'ouverture est prévue en 2004. Rappelant les menaces, insultes et coups de téléphone anonymes que lui a valu son opposition originelle, M. Raphaël dit souhaiter qu'au moins « on ne fasse pas de hiérarchie entre les victimes, juives et non juives, et qu'il y ait, comme à l'Historial de Péronne [sur la première guerre mondiale], un centre de recherche ».

Entre histoire et mémoire

Une telle évolution n'est pas du goût d'Alain Ferry, député (UMP) du Bas-Rhin, dirigeant du syndicat mixte qui contribue en grande partie au financement de l'opération, estimé à **10 millions d'euros**. [*Aboulez le pognon, pauvres niaques, c'est pour la Résistance, on vous dit...*] « Péronne est trop austère, assure cet ancien professionnel de l'audiovisuel; notre référence est plutôt le Mémorial de Caen [célébrant la bataille de Normandie] » qui, selon lui, atteint un public plus jeune. Histoire ou mémoire, commémorer des uniformes allemands de l'époque hitlérienne sans les célébrer... l'enjeu du débat gît assurément dans ces nuances.

Dans le milieu des associations d'anciens « incorporés de force » court même l'idée qu'une repentance officielle devrait être **obtenue du gouvernement** pour le « lâchage » de l'Alsace et de la Moselle en 1940. Plus modéré, un appel adressé par l'Association des amis du mémorial d'Alsace-Moselle (AMAM) au président de la République et défendu par le général Jean-Paul Bailliard (ancien incorporé dans la Wehrmacht, évadé en 1944 et devenu ingénieur général de l'armement) a été adopté, dimanche 22 décembre. Ce texte indique qu'il serait « juste que la République française exprime, au nom de la nation, sa solidarité avec les Alsaciens-Mosellans, victimes de l'histoire ». [*Là, on commence vraiment à rigoler...*]

Pour Jean-Louis Englisch, président de l'AMAM et ancien rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le mémorial doit surtout servir à **briser le silence** dont ces associations seraient responsables sur l'histoire de la nazification de trois départements français, et à rompre avec cette réputation de « sujet sensible ».

Aujourd'hui, le potentiel électoral des familles de « malgré-nous » reste **non négligeable**. Il transcende le clivage droite-gauche, puisque Jean-Pierre Masseret, sénateur (PS) de Moselle puis secrétaire d'Etat aux anciens combattants dans le gouvernement Jospin, fut, en 1998, l'un des initiateurs du projet. Mais la corrélation parfois avancée entre ce passé et le score de Jean-Marie Le Pen en Alsace le 21 avril (23,4 %) agace aussi à droite. Seul antidote à cette mauvaise image, selon M. Richert: « Se tourner vers les jeunes sans faire de martyrologie ni magnifier. »

Nicolas Weill, Zentral-judéolâtre
Le Monde, 26 décembre 2002.

NOUVELLES DU FRONT

Emmanuel Brenner, Arlette Corvarola, Sophie Ferhadjian, Elise Jacquard, Barbara Lefebvre, Ianis Roder, Marie Zeitgeber et d'autre professeurs de collège et de lycée, *Les territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieu scolaire. Essai*. Mille et une nuits, 2002, 238 p.

On trouve en première partie un article d'Emmanuel Brenner intitulé "Une nation en désarroi", un litanie larmoyante

sur le sort que les vilains arabes des banlieues réservent aux gentils juifs, camarades de classe, professeurs ou chefs d'établissement. Où l'on apprend que cette violence-là n'a rien à voir avec le conflit israélo-palestinien ou le statut usurpé de sacro-sainteté des communautés juives, ni même avec les conditions de vie iniques d'une population réduite à tous les nihilismes. Non, il s'agit d'un affreux antisémitisme consubstantiel de l'Islam et de la maghrébitude. Parmi ce tissu de grossièretés on trouve quelques anecdotes intéressantes. Voyez plutôt:

"[...] à Marseille, ce même mois d'octobre 2001, le principal du collège, arrivant tôt le matin dans son établissement, lit sur l'un des murs en gros caractères tracés à la peinture : 'L'Holocauste est un mensonge de l'Histoire. Papon rempart contre l'Islam. Papon rempart contre l'Islam. M. Papon victime du lobby juif, libérez M. Papon' " [p.25]

"Un enseignement de la Shoah chahuté [p.31-33] L'enseignement de la Shoah fut le premier révélateur de ces dérives au sein de l'institution scolaire il y a déjà plus de dix ans. **Dès le début des années quatre-vingt-dix**, des professeurs stagiaires dans le cadre de la Mafpen faisaient état de réactions antisémites à l'occasion du cours d'histoire sur la Shoah (**la Shoah est au programme d'histoire en Troisième et en Terminale**) dans certaines classes à forte composante maghrébine. Ce qui n'était qu'un incident isolé est devenu, en dix ans, **une vague de fond**. Il ne se passe pas un jour désormais sans que dans un collège de France au moins l'on assiste à un incident antisémite. Dans certaines classes, **le seul fait de prononcer le nom d'Israël provoque un brouhaha total**. Le cours sur l'affaire Dreyfus est souvent impossible à mener. L'histoire du judéocide donne parfois lieu à chahut, tapage, contestation, propos négationnistes avec en toile de fond un antisémitisme déclaré. Chantal Szprync, professeur de lettres à Longjumeau (Essonne), parle des mythes juifs de la propagande nazie que 'certains élèves maghrébins se font un malin plaisir d'évoquer: richesse des Juifs, particularisme juif regardé et jugé comme malsain ou, en tout cas, bizarre'. A Grenoble, dans une classe de Troisième, alors qu'on étudie *Si c'est un homme* de Primo Levi, Nicole Bergeras, professeur de français au collège Henri-Wallon de Saint-Martin-d'Hères, raconte que la seule opposition est venue de deux élèves maghrébines qui refusent le travail proposé: 'On n'aime pas, **c'est des histoires de Juifs**'. D'autres professeurs font parfois état, sans pour autant que cela soit la règle, d'un refus massif exprimé par des classes de Troisième d'étudier **Primo Levi**. En mars 2001, dans une ZEP de la banlieue de Grenoble, un élève de Troisième, récemment arrivé d'Algérie en France, déclare à l'attention de la professeur de français (également professeur principal de la classe) qui tance le groupe pour le peu d'efforts fournis: 'On aime bien l'histoire en ce moment parce qu'on fait Hitler et qu'il en met plein la tête aux Juifs. Alors on aime bien.' **Un lourd silence s'installe**, raconte le professeur qui a, un instant, le sentiment d'avoir mal entendu, quand un second élève, également d'origine maghrébine, lance à la cantonade : 'A mort les Juifs' /19 [note 19 : "Les deux élèves seront exclus une semaine"]. Des enfants n'ont pu créer de toutes pièces cet état d'esprit, fait valoir l'enseignante. Ces propos sont le miroir de ce qui se dit en famille, là où d'après de nombreux témoignages fermente une haine antijuive égale en violence aux bouffées pogromistes, mais demeurée heureusement verbale grâce à la loi républicaine qui protège encore les citoyens de ce pays.

R. H., professeur de français en Seine-Saint-Denis, et écrivain pour la jeunesse, raconte un incident survenu fin janvier 2002, dans un collège du sud de la France alors qu'elle était invitée pour y parler de son travail: 'Lors d'une rencontre autour d'un de mes romans traitant de la Shoah, un élève me demande: "Vous êtes de quelle origine ?". Je réponds : "Juive". Je l'entends alors qui lance à mi-voix: "Amenez les fusils !" Abasourdie et croyant avoir mal entendu, je lui demande de répéter. Il refuse puis finalement s'exécute en ajoutant avec un grand sourire: "C'était une blague"". Cette "blague", en vérité, se répète de collège en collège, en particulier dans les ZEP, à chaque fois que se rencontre une forte minorité d'origine maghrébine. Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie en Seine-Saint-Denis, raconte les "Mort aux Juifs" inscrits sur les murs de son collège à côté des "Mort aux USA" et des dessins figurant les Twin Towers de New York en feu. Dans une lettre qu'il a adressée au journal *Le Monde* /21 [note 21 : "*Le Monde*, 10 avril 2002"], il rend compte également de cette phrase prononcée par un de ses élèves à la fin d'un cours sur la Shoah: "Hitler aurait fait un bon musulman".

Au vu de ces scènes, de ces propos, de ces violences verbales encore contenues, on ne peut plus s'étonner de constater que c'est dans cette population jeune (quinze / vingt-quatre ans), d'origine maghrébine, que l'on trouve le plus fort pourcentage de personnes convaincues qu'"on parle trop de la Shoah" en France (11 %, contre 4 % pour les jeunes d'origine française) /23 [Note 23 : Cf. *Les Antifeujs*, *op.cit.*]

[p. 69] "Il n'est que de souligner également les progrès du relativisme: lors d'un sondage réalisé en janvier 2002 /69 [note 69: "A l'attention de l'ouvrage *Les Antifeujs*, *op. cit.*"], 51% des Français âgés de quinze à vingt-quatre ans considéraient qu'**au nom de la liberté d'expression** /70 [note 70: "c'est nous qui soulignons"] **on ne devait pas condamner en justice les négationnistes**. Le relativisme confond négationnisme et liberté d'expression, il assimile opinion et idée, émotion et réflexion".

Ce relativisme est vraiment vilain. Oser confondre négationnisme et liberté d'expression, c'est vraiment fort de café. On voit que la politique d'enjuivement des esprits, qui est déjà fort avancée dans la bourgeoisie socialisante et ses

annexes, rencontre quelques difficultés sur le terrain. Elles étaient fort prévisibles. Comme en témoigne cette autre enseignante:

Prof dans le "neuf-trois"

Dans son livre *Collèges de France*, à paraître chez Fayard, Mara Goyet, professeur d'histoire-géographie, raconte le quotidien d'un lycée de la Seine-Saint-Denis. Morceaux choisis..

(...)

Aller au théâtre. Deux classes travaillent sur le concours de la Résistance. D'anciens résistants viennent au collège leur parler. Ils les trouvent sympathiques et décident d'inviter tous les troisièmes de l'établissement à une pièce de théâtre relatant l'histoire d'une famille juive pendant la guerre. Tout cela se fait au dernier moment, s'improvise : et hop ! tous au théâtre.

Les lumières s'éteignent et le chaos commence. Pendant une heure et demie les élèves hurlent, s'esclaffent, insultent les acteurs. A une femme en tenue de déportée : "A poil, salope !" A un père qui dit adieu à son enfant : "Pédophile !"

D'autres crient: "A la douche, à la douche !" Une heure trente abominable. Les lumières se rallument. L'un des acteurs vient annoncer que la troupe refuse de saluer. Quelques profs sont en larmes. Les résistants qui avaient invité tout le monde partent, certains pleurent. Le malaise est général. Un élève monte sur la scène et crie à ses camarades : "Frères musulmans, mes frères, ce que nous avons fait est mal, nous n'avons pas respecté le travail de ces acteurs..."

Les jours suivants, le collège est en émoi, des discours sont tenus aux élèves. Ces derniers décident de se rattraper. Ils bricolent une invitation qu'ils distribuent aux anciens résistants et déportés de la commune ainsi qu'aux acteurs et au metteur en scène, les conviant à une rencontre dont le contenu reste secret. Au passage, la jeune fille qui distribue le tract traite de salope une prof qui, selon elle, aurait "mal pris le papier". Par la suite, cette même charmante jeune fille, après une vraie minute de silence à la mémoire des morts (ce qui est un exploit), lit une lettre d'excuse et remet des fleurs aux résistants, aux acteurs et aux profs. Beaucoup pleurent. Les élèves vont ensuite au cimetière déposer des fleurs sur le monument consacré aux morts en déportation.

Je ne sais s'il faut hurler de rire ou vomir devant ce repentir hollywoodien : peut-être les deux (mais dans quel ordre ?).
Le Monde, 22 janvier 2003.

Nous on serait plutôt pour se tordre de rire. Et en plus, on sait pourquoi.

KONTROL AUSWEIS

George Orwell, here we come

By **Declan McCullagh**

Washington, 6 Jan. 2003 --The biggest problem with criticism of Adm. John Poindexter's massive spy proposal is not in the argument over the system being so darn creepy.

Of course it's creepy. This new federal agency deliberately chose the motto "knowledge is power," crafted a logo certain to inspire conspiracy theories, and is itching to assemble a detailed computerized dossier on every American. And that a figure such as Poindexter--disgraced in the Iran-Contra scandal and with a database addiction dating back to at least 1987--is running the show is a detail worthy of a Jonathan Swift satire.

No, the biggest problem with the criticism of the Total Information Awareness system is that it's too shortsighted. It's focused on what the Poindexters of the world can do with current database and information-mining technology. That includes weaving together strands of data from various sources -- such as travel, credit card, bank, electronic toll and driver's license databases -- with the stated purpose of identifying terrorists before they strike.

But what could Poindexter and the Bush administration devise in five or 10 years, if they had the money, the power and the will?

That's the real question, and **therein lies the true threat**. Even if all of our current elected representatives, appointed officials and unappointed bureaucrats are entirely trustworthy--and that's a pretty big assumption--what could a corrupt FBI, Secret Service or Homeland Security police force do with advanced technology by the end of the decade? What if there was another terrorist attack that prompted Congress to delete whatever remaining privacy laws shield Americans from surveillance?

For a hint at what the future might bring, it's worth reviewing some of the projects already under way at the Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA), which is the parent agency for Poindexter's Information Awareness Office. Combine that information with the technology trends toward smaller sensors, cheaper hardware and ubiquitous wireless networks, and the possibilities are immensely disquieting. We could face the emergence of unblinking electronic eyes that record where we are and what we do, whenever we interact.

Poindexter's office has an entire project area called Human ID at a Distance that's spending millions on researching

biometric technologies, including face recognition and "gait performance" detection.

Imagine a world where every street corner is dotted with disposable microcameras, equipped with face-recognition software that identifies pedestrians and constantly updates their individual files with up-to-the-minute location information. (Wearing masks won't help: Many states already have antimask laws, and the rest would follow suit if masks became sufficiently popular.) The microcameras are linked through a network modeled on existing 802.11 wireless technology. The wireless mesh also includes cameras devoted to spotting and recording license plates and a third type that identifies people by the way they walk.

It's not that far from reality. Poindexter's office has an entire project area called Human ID at a Distance that's spending millions on researching biometric technologies, including face recognition and "gait performance" detection. Facecams already are in use in airports, city centers and casinos. And license plate recognition, by comparison, is a snap.

Or how about locations out of the range of this fixed surveillance mesh? In 1998, DARPA began funding a project **to create spybots that can fly day and night and that use infrared and video sensors**. These spybots, being designed by Lockheed Martin and code-named MicroStar, will have a six-inch wingspan, weigh **only 86 grams** and cost about \$10,000 -- an affordable price point for surveilling Americans from above.

And what of the spybots' larger cousins, capable of hovering higher and seeing more for a longer duration? Last week *The Washington Post* reported that the federal government may permit unmanned aircraft to fly above the United States. "I believe that the potential applications for this technology in the area of homeland defense are quite compelling," said Sen. John Warner, R-Va., chairman of the Senate Armed Services committee, who added that the drones could be used by domestic police agencies.

Location tracking

GPS devices that record a vehicle's position and transmit it to police are an exciting growth area for the eavesdrop establishment. Jim Bell, an Internet essayist convicted of stalking federal agents, said before his arrest that he was sure the federal agencies were tailing him electronically. During Bell's trial, it emerged that he was right: The police arm of the IRS was tracking him on their laptops with a legally implanted GPS bug inside Bell's Nissan Maxima.

Last week, *The Associated Press* reported that an Oregon state task force wants a law requiring all cars to sport GPS receivers and recorders. The stated purpose: To measure how far you drive and calculate how much you owe in road taxes. The Nov. 15, 2002 report from the task force envisions some privacy protections --but those could be eliminated if homeland security worries become more acute, possibly leaving all Oregonians tracked whenever they're on the road.

Criminals already may be finding less desirable uses for GPS trackers. Last week, the Smoking Gun Web archive of documents owned by *Court TV* posted a criminal complaint against a 42-year-old Wisconsin man accused of stalking an ex-girlfriend using a GPS bug hidden in her car.

"We continue to see problems with stalkers (using databases)," says Peter Wayner, author of *Translucent Databases*. "I think there are many more sleazeballs who will use this stuff than there are cops who will use it to catch people. It's a lot easier to abuse this technology than to use it successfully."

Some of your congressional representatives may soon be asked why there has never been even one hearing investigating DARPA, Poindexter and his Total Information Awareness plans.

Then there's Applied Digital Systems (ADS) of Palm Beach, Fla., which received FDA approval last fall for a **microchip to be implanted in humans for tracking and identification** purposes. (Company spokesman Matthew Cossolotto told me in June 2001 that ADS had no such plans. "We are not now developing, nor do we have any plans to develop, anything other than an external, wearable device," he said in an e-mail message.)

It's difficult to imagine a more ruthlessly effective way to track every American. I doubt it's likely, but it's possible to imagine a future where "getting chipped" starts as a way to speed your way through lines at ATMs and airports -- and ends up being mandatory.

There's some precedent. In October, police in one Colorado county started pressuring businesses to require fingerprints when customers make purchases with checks or credit cards. Police in Arlington, Texas, are asking businesses to participate in a similar program.

Things get stranger still. The Electronic Privacy Information Center used the Freedom of Information Act in August 2002 to obtain government documents that talked about reading air travelers' minds and **identifying suspicious thoughts**. The NASA briefing materials referred to "non-invasive neuro-electric sensors" to be used in aviation security.

In a bizarre press release, NASA claimed it has not approved any research in the area of "mind reading" and that "because of the sensitivity of such research," the agency will seek independent review of future projects. Yikes.

There are some bright areas in this generally dismal outlook. Avi Rubin, an associate professor of computer science at Johns Hopkins University, predicts growing interest in antisurveillance measures. "I expect there will be a whole industry popping up in counter-surveillance -- at least, I hope," Rubin said. "Nowadays, it's not like someone drops a camera and comes back and retrieves the data. You attack the transmission."

Short of fleeing to the wilderness or living our lives entirely online, our only option is to fight the Poindexterization of modern life before it becomes too late.

<http://news.com.com/2010-1069-979276.html?tag=fd_nc_1>

BALANCE

Denainckx fournit les sionistes en arguments. Ils attaquent l'Harmattan et vont chercher dans la poubelle de l'ahuri les éléments qui leur manquent:

Die Reputation von L'Harmattan ist so gefestigt, daß es heißt: "On peut le dire, regarde, c'est publié par l'Harmattan", Man kann das sagen, sieh, es ist bei l'Harmattan veröffentlicht worden. Didier Daeninckx hat einige Publikationen des Verlages untersucht und dokumentiert. Auf seine Recherchen wird später noch des öfteren zurückgegriffen.

Niemandene im Verlag L'Harmattan störten die rechtsextremen Aktivitäten, sondern im Gegenteil, der Verlagsgründer und Direktor Denis Pryn kam den von Didier Daeninckx und www.amnistia.net angegriffenen Negationisten mit anwaltlicher Unterstützung und fadenscheinigen Argumenten zu Hilfe.

<<http://www.klick-nach-rechts.de/gegen-rechts/2002/11/harmattan.htm>>

Publié par HaGalil (hagalil.com 08-11-02), site des sionistes allemands.

LA TRONCHE

"All day with an assistant at the Public Record office, reading Cabinet Office files for 1944. As we leave I catch sight of a familiar face at Table 31 beneath a mop of rusty fair hair. It is Robert Jan Van Pelt, Evans's expert witness on Auschwitz, studying a file intently. I am impressed. It is not often that we see a conformist historian in an archive, doing actual field work. I wrote Pelt a letter some years back recommending that he do just that. **Seems like he has learned something from the revisionists after all.** Of course, he may find it difficult to bend the files in the archives into shape to fit his own hypotheses. I shake hands briefly with him as I pass (he goes pink)..."

Radical Diary de David Irving daté 7 janvier 2003.

<<http://www.fpp.co.uk>>

UN MALHER N'ARRIVE JAMAIS SEUL

Horst Mahler, le néonazi et la haine de l'Amérique

A Hambourg, l'avocat allemand est poursuivi pour "apologie de crimes"

Hambourg de notre envoyé spécial. Comme n'importe qui, il a dû se plier aux consignes de sécurité, pousser le portillon de retenue, vider ses poches, passer le portique magnétique puis le sas de sécurité avant de se retrouver dans le hall où l'attendaient journalistes, photographes et cameramen. Horst Mahler, près de 67 ans et carrure massive, sent le soufre, et depuis longtemps.

Avocat et adversaire obstiné des Etats-Unis, qui représentaient à ses yeux le résumé de l'impérialisme, il défendait dans les années 1960 les militants d'extrême gauche de la Fraction armée rouge (RAF), qui bientôt versèrent dans les attentats, les détournements d'avions et les assassinats. Horst Mahler les suivit dans leurs dérives criminelles, alla s'entraîner dans un camp palestinien en Jordanie, revint en Allemagne, fut arrêté, lourdement condamné. Libéré en 1980, après dix années de prison, il réintégra peu à peu son activité professionnelle, aidé notamment de son avocat d'alors, un certain... Gerhard Schröder.

Idéologiquement, l'homme avait changé. Ayant rompu, comme il l'écrivait de sa prison, avec "le dogmatisme révolutionnaire du marxisme-léninisme", il évolua vers le nationalisme, puis rejoignit carrément le fascisme. Aujourd'hui, Horst Mahler est à nouveau avocat et a rejoint le parti néonazi NPD, dont il se veut le théoricien. Certaines convictions lui sont cependant restées, dont un antiaméricanisme redéfini à l'aune de l'idéologie nationaliste révolutionnaire et antisémite. **[Ce journaliste était chargé de suivre les affaires de police, ça se sent. Il dit que Malher est devenu fasciste, ce qui est absolument faux, que le NPD est "néonazi", ce qui n'est pas vrai mais il oublie de dire que Horst Mahler est devenu révisionniste, ce qui est pire que tout.]**

C'est d'ailleurs à cause de sa haine des Etats-Unis qu'il était convoqué, lundi 13 janvier, devant le tribunal d'instance de Hambourg pour y répondre d'"apologie de crimes". Interviewé quelques jours après les attentats du 11 septembre, Horst Mahler avait déclaré devant une caméra de télévision: "Ces attaques étaient effrayantes, et en même temps j'ai eu le sentiment qu'enfin ils étaient frappés au coeur, que cela les ferait réfléchir. C'est la raison pour laquelle j'affirme qu'en dépit de son caractère atroce l'action du 11 septembre était justifiée." Quelques instants plus tard, il ajoutait: "Ils disent qu'il s'agit d'une attaque contre la liberté. Mais qu'ils disent quelle est la liberté qui a été agressée. La liberté des profiteurs ? Mais bien sûr ! Dieu soit loué, il n'était que temps !"

A l'audience, Horst Mahler ne renie pas ses propos. Mais, en vieux renard du barreau, il assure qu'ils ont été isolés de leur contexte pour mieux en faire ressortir ce qui était susceptible de scandaliser le téléspectateur. "J'ai parlé une demi-heure, et seules ces quelques images ont été diffusées", dit-il en se lançant dans une diatribe soutenue contre les

"méthodes connues des journalistes" et en demandant l'audition de ceux qui ont fait l'entretien mais n'ont pas été convoqués. Membre du NPD comme son client, son avocat ne dira que quelques mots. Horst Mahler, qui connaît le métier, est capable de tenir à la fois le rôle de l'inculpé, du défenseur et du **tribun luttant pour la liberté d'expression**.

Face à la présidente du tribunal, il se lance dans une longue explication de texte d'où il ressort que, renseignements pris, les attentats du 11 septembre étaient en fait une manipulation voulue par le gouvernement américain pour assurer sa domination par la peur. "Il s'agissait d'un putsch, assène-t-il, d'une manipulation. Il n'y a jamais eu d'avion qui s'est écrasé sur le Pentagone." Qui est derrière la manipulation, lui demande la présidente ? "Il s'agit d'une guerre, il faut avoir le recul pour voir toute l'image." Recul pris, les responsables sont "les tribus d'Israël", celles qui "ont le Talmud et la Torah **et veulent exterminer les autres peuples**".

"Ce qui se joue", dit-il après avoir salué "ceux qui, en Palestine, se font exploser dans la lutte contre la puissance financière la plus sanglante", constitue "une confrontation entre les faibles et une puissance militaire, culturelle et financière sans exemple dans l'histoire". La procureur tente de le ramener à l'ordre. Brutal, Horst Mahler la renvoie à ses études, **comme l'on fait d'un chien dont on claque le museau. Et la procureur ne dira plus rien.**

Après cinquante minutes, le procès est renvoyé à une date indéterminée, le temps de convoquer les témoins demandés par la défense. Devant la salle d'audience, Horst Mahler peut à nouveau développer ses positions face aux caméras.

Georges Marion
Le Monde, 15 janvier 2003.

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite)

LES GRANDES DÉCOUVERTES

Lettera al Direttore di Lyon Figaro

Parma, 16 gennaio 2003

Signor Direttore,

solo oggi vengo a conoscenza dell'articolo di Fabrice Arfi "Jean Plantin persiste et signe", pubblicato su *Lyon Figaro* del 18 dicembre 2002, dal quale apprendo che "l'Italiano Claudio Mutti, docteur ès révisionnisme, [est] auteur du best-seller négationniste Les Protocoles des sages de Sion".

Devo purtroppo smentire la notizia secondo cui il sottoscritto avrebbe conseguito il dottorato in revisionismo; anzi, dell'esistenza di una cattedra universitaria di revisionismo non ero assolutamente a conoscenza, per cui sarei molto grato al signor Fabrice Arfi **se mi indicasse** un'università, in Francia o altrove, nella quale è possibile addottorarsi in tale disciplina.

Devo inoltre congratularmi con il signor Fabrice Arfi per avere finalmente capito che Les Protocoles des sages de Sion sono in realtà un "best-seller négationniste", cosa che finora nessuno aveva sospettata. Ma soprattutto, il signor Fabrice Arfi ha il grande merito di essere finalmente riuscito a individuare, dopo decenni di discussioni e di ricerche, il vero autore dei Protocolli: "l'Italiano Claudio Mutti"!

Ormai sono stato scoperto e confesserò. Sì, sono io l'autore dei famigerati Protocolli. Quando comparve la prima edizione del testo, nell'ormai lontano 1905, ero un giovanotto. Oggi, ho **centovent'anni**.

Claudio Mutti

TOUS EN TAULE 2

Prison ferme pour un éditeur négationniste

Lyon : Marie-Hélène Sans [23 janvier 2003]

Le tribunal correctionnel de Lyon a condamné hier à six mois d'emprisonnement Jean Plantin, un éditeur négationniste qui a poursuivi ses publications malgré une interdiction. C'est la première fois qu'un membre de cette mouvance écope de la prison ferme en France. [*Ce n'est pas exact. Alain Guionnet a passé plusieurs mois en prison, condamné, il est vrai, dans le cadre de la loi Pleven, de 1972.*]

Jean Plantin, 38 ans, qui se présente comme "historien", gravite depuis longtemps autour des quelques professeurs de l'université Lyon-III qui lui ont valu une réputation d'institution favorable aux thèses négationnistes.

Jean Plantin n'a jamais obtenu les diplômes pour enseigner. Mais il a publié de nombreux écrits révisionnistes et négationnistes qui ont alerté la justice. [*Ce ne sont pas ses articles qui ont "alerté" la justice" mais des dénonciateurs qui agissent en bande organisée pour faire pression sur les juges.*] A deux reprises, les 27 mai et 8 octobre 1999, suite à la parution d'articles dans la revue *Akribeia*, qu'il dirige, il avait été condamné à six mois de prison avec sursis et à des peines d'amendes par le tribunal de Lyon. La cour d'appel avait assorti ces sanctions d'une interdiction de poursuivre son activité d'éditeur, avec mise à l'épreuve pendant trois ans.

Le pseudo-historien avait poursuivi ses activités en écrivant d'autres articles aux éditions Akribeia, ou en éditant une autre revue baptisée *Etudes révisionnistes*. Après avoir été saisi par des associations antiracistes, [*en réalité des organisations proracistes et exclusivement philosémites*] le 18 décembre dernier, le juge d'application des peines avait demandé la révocation de son sursis. Hier, dans leurs attendus, les juges ont souligné que "le mensonge historique ne saurait constituer l'expression d'une simple opinion ordinaire".

Affaire Plantin. Communiqué du professeur **Faurisson** à l'AFP:

L'insupportable police juive de la pensée frappe à nouveau

Vous ne croyez pas aux "chambres à gaz" ? Six mois de prison ferme. Tel est le tarif aujourd'hui, en France, sans compter les amendes, les dommages-intérêts, les frais de justice, l'interdiction de poursuivre le métier d'éditeur. Telles sont les exigences d'"une insupportable police juive de la pensée" (Annie Kriegel).

Aujourd'hui, 22 janvier 2003, à Lyon, Jean Plantin, 37 ans, vient d'être condamné à six mois de prison ferme à l'instigation d'un juge d'application des peines, Christophe Trillou. Son crime, de nature purement intellectuelle, a consisté à imprimer, en mars 1999, dans la revue savante *Akribeia*, publication aujourd'hui disparue sous les coups de la répression, un article et des notes de lecture où il contestait la version juive de l'histoire de la déportation.

J. Plantin croit, bien sûr, à la réalité aussi bien des déportations que des camps de concentration et des fours crématoires (où l'on brûlait les cadavres, en particulier, ceux des victimes du typhus et d'autres épidémies). Mais, comme Churchill, de Gaulle, Eisenhower, le Pape Pie XII, les responsables du Comité international de la Croix-Rouge, et comme bien d'autres encore, il ne croit pas à l'existence des chambres à gaz d'exécution.

Il est révisionniste. C'est précisément pour punir les révisionnistes qui ne croient pas à ces chambres à gaz que des organisations juives françaises et des personnalités juives françaises (Grand Rabbin Sirat, Georges Wellers, Pierre Vidal-Naquet et, surtout, Laurent Fabius) ont obtenu la création d'une loi d'exception, le 13 juillet 1990. Cette loi est connue sous le nom de "loi Gayssot". Elle devrait s'appeler "loi Fabius". A Lyon, Me Alain Jakubowicz a multiplié les déclarations les plus virulentes contre les révisionnistes en général et J. Plantin, en particulier. Au terme de féroces campagnes de presse à sens unique, les Universités Lyon III et Lyon II ont été contraintes de retirer à J. Plantin ses diplômes universitaires respectivement onze ans et neuf ans après leur obtention. Cela ne s'était jamais vu dans l'histoire de l'université française.

Aujourd'hui donc, un homme de 37 ans, dépouillé de ses diplômes, interdit d'exercer sa profession, sans argent, privé d'accès à ces médias qui impunément l'abreuvent d'outrages, va se retrouver en prison au premier coup de sifflet d'un procureur lyonnais.

De ses recherches il a conclu qu'il est impossible de croire en une histoire juive, devenue, par la grâce d'une loi d'exception, histoire officielle de la République française. Là est son crime irrémédiable.

Sommes-nous en Palestine occupée par l'armée juive ou dans une France courbée sous le joug d'"une insupportable police juive de la pensée" ?

Personnellement, je suis prêt, au besoin, à rejoindre J. Plantin dans les geôles infectes de la ville de Lyon, capitale de la Résistance et du Révisionnisme.

Robert Faurisson, 10, Rue de Normandie, 03200 VICHY, 04 70 32 38 96
23 janvier 2003

Le professeur Faurisson envoie un nouveau message à l'AFP Lyon (24 janvier 2003):

Objet : Affaire Plantin (aux bons soins de M.Jean-Pierre Benoît)

Par un arrêt du 26 avril 1983, la première chambre de la cour d'appel de Paris avait déclaré que, dans mes écrits sur ce qu'elle appelait "le problème des chambres à gaz", elle ne trouvait trace ni de légèreté, ni de négligence, ni d'ignorance délibérée, ni de **mensonge** et qu'en conséquence, sur ledit "problème", les experts, les historiens et le public devaient pouvoir se prononcer en toute liberté. Cet arrêt déclenchait alors un vent de panique chez les adversaires du révisionnisme historique; mais, au terme d'années de lutte, ces derniers finissaient par obtenir, le 13 juillet 1990, l'institution d'une loi d'exception (la loi Fabius-Gayssot) interdisant toute "**contestation**" de crimes contre l'humanité, crimes qui, en 1945-46, avaient été tenus pour acquis (mais non prouvés) par le tribunal militaire international de

Nuremberg. Ainsi était soudain instituée en 1990, au pays de Voltaire, une vérité historique officielle ayant désormais force de loi. Cette loi imposait de strictes limites à la liberté de recherche qui, à la différence de la liberté d'expression, ne devrait pas souffrir de limites. Enfin, cette loi ligotait les magistrats.

Le 22 janvier 2003, à la requête d'une procureuse, trois magistrats lyonnais ont, de cette loi, donné une nouvelle lecture. Ils ont cru découvrir que la loi Fabius-Gayssot réprimait en propres termes "**le mensonge historique**" (et non la simple **contestation**). Ils ont précisé que Jean Plantin, en reposant le problème physico-chimique des chambres à gaz, problème auquel aucun historien orthodoxe n'a jusqu'ici encore répondu, se faisait le défenseur de ce "**mensonge historique**". Ils ont innové en trois points: d'abord, dans le texte de la loi Fabius-Gayssot, ils ont cru trouver des mots que personne n'avait encore vus ; ensuite, alors que la loi ne leur en demandait certes pas tant, ils se sont faits juges de l'Histoire; enfin, ils envoient l'hérétique en prison pour six mois **fermes**.

A Jean Plantin, on a retiré ses diplômes universitaires, puis son emploi d'éditeur. On l'a abreuvé d'outrages et de sottises (la dernière veut qu'il ait quitté le tribunal dans le coffre d'une Mercedes !). Il n'avait pas d'avocat et son dernier procès a duré quinze minutes en tout. Son dernier commentaire: "Moi, en prison ? Qu'est-ce que cela va changer ? On n'aura toujours pas répondu aux révisionnistes !"

Robert Faurisson

NB : On n'a pas le droit de "dénigrer" une décision de justice mais on a le droit de la commenter, même sévèrement.

DANSE DU SCALP

En direct de la Police de la Pensée:

Première judiciaire: le négationniste Jean Plantin condamné à la prison ferme

Mercredi 22 janvier 2003, le tribunal correctionnel de Lyon a condamné l'éditeur négationniste Jean Plantin à six mois de prison ferme. Cette décision constitue une première dans l'histoire judiciaire française, les négationnistes ayant jusque-là toujours bénéficié du sursis.

C'est le procureur chargé de l'application des peines qui avait requis de frapper aussi fort, lors de l'audience du 18 décembre 2002, audience à l'issue de laquelle Jean Plantin s'était enfui caché dans le coffre de voiture d'un sympathisant extrémiste.

Cette décision fait suite à une série de provocations orchestrées par cet ancien étudiant des universités Lyon 2 et Lyon 3 qui avait, au début des années 1990, réussi à obtenir une maîtrise d'histoire ainsi qu'un DEA sur la base de travaux négationnistes. Ces diplômes ont été annulés depuis et les deux professeurs qui les avaient garantis, Régis Ladous et Yves Lequin, ont dû s'expliquer sur leur cécité et démissionner de leurs responsabilités dans la direction des DEA lyonnais.

Par la suite, Plantin est devenu l'un des rouages essentiels de l'édition de textes négationnistes et néo-nazis comme les différents procès qui lui ont été intentés l'ont établi. En juillet 1998, il crée avec sa mère la CHC, une maison d'édition qui met à son catalogue plusieurs numéros d'une revue antisémite, *Akribéia*. Suite à une plainte des associations antiracistes, Plantin est condamné en mai 1999 à 6 mois de prison avec sursis et 10.000 francs d'amende. Cet avertissement n'est pas pris en compte, puisque quelques mois plus tard, il publie un nouveau numéro de sa revue. En octobre, une deuxième condamnation à 6 mois de prison avec sursis et 60.000 francs d'amende est prononcée. Le mois suivant, Plantin fait appel et met en circulation le numéro 6 d'*Akribéia*.

Les deux décisions de la cour d'appel lyonnaise, le 21 juin 2000, alourdissent la sentence: les six mois de sursis sont confirmés. Les amendes et dommages sont portés à la somme de 150.000 francs. De plus, une mise à l'épreuve de trois ans est prononcée, durant laquelle Plantin ne peut exercer le métier d'éditeur.

La réponse de Plantin prend la forme d'un pamphlet: *Le déshonneur de trois magistrats lyonnais: Hugues Fournier, Jean-Luc Gouverneur, Marie-Odile Théoleyre* publié aux éditions Akribéia, dans lequel il réclame la révocation de ses juges!

A l'automne, il met en circulation un catalogue comportant 52 titres d'inspiration négationniste et antisémite. Bientôt un brûlot dû pour l'essentiel à Robert Faurisson circule clandestinement en France, *Etudes Révisionnistes*, et le site **nazi** AAARGH donne comme adresse de commande l'adresse de... Jean Plantin.

Pour tenter de se couvrir, Jean Plantin cède 250 parts de sa société d'édition à Robert Faurisson, le 10 septembre 2001, mais les ouvrages qui seront publiés par la suite comme une nouvelle revue, *Tabou*, sont tous disponibles à l'adresse personnelle de Jean Plantin. Par ce transfert d'actifs, Plantin apparaît donc pour ce qu'il est réellement, le masque derrière lequel se dissimulait, en France, **le réseau négationniste international**.

C'est donc cet activisme auquel les juges lyonnais ont voulu mettre un coup d'arrêt. Dans le même temps, ils rejettent l'un des arguments de Plantin qui aime à se présenter comme une sorte d'attardé, et qui argue du fait qu'il serait insolvable. En quatre ans d'activité, sa société a édité près d'une centaine d'ouvrages, ce qui est incompatible avec le statut de RMISTe qu'il met en avant pour refuser de payer les sommes qu'il doit aux associations antiracistes.

La condamnation ferme de Plantin est donc un avertissement très net à ceux qui, derrière lui, tirent les ficelles et allongent les billets.

<<http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/plancond/plancond.htm>>

-----oooOOO§§§OOOooo-----

UBU DÉPUTÉ

Assemblée Nationale

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 18 décembre 2002.

PROPOSITION DE LOI

tendant à modifier les articles 24 bis et 48-2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par **la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990, [la gayssotine]** de façon à interdire la contestation de la réalité **de tous génocides et crimes contre l'humanité**.

PRÉSENTÉE par M. François ROCHEBLOINE, Député.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 est issu de la loi n° 90-615 du 13 juillet 1990, adoptée à la suite de la proposition de loi de M. Gayssot.

Il dispose ...

Il s'agit en particulier de sanctionner la propagande révisionniste ou plutôt négationniste qui nie l'existence d'un génocide juif et remet en cause des crimes contre l'humanité en contestant la déportation et l'extermination.

L'intention du législateur a été, à juste raison, de prendre en considération la douleur des témoins encore meurtris de périodes tragiques de l'Histoire. Il s'agit, en particulier, de ne pas permettre à des associations ne présentant aucun caractère scientifique d'ouvrir des polémiques scandaleuses. Quant aux travaux historiques, ils doivent conserver le recul et l'absence d'agressivité qui sont les marques du doute scientifique dont l'exigence est indispensable lorsqu'on touche à des problèmes d'horreur récents.

Il ne s'agit pas d'attribuer aux tribunaux la définition de la vérité historique mais d'empêcher la diffusion de la propagande négationniste qui se dissimule sous des considérations faussement scientifiques. [*Belle papelardise*]

En application d'une jurisprudence ancienne et constante, il appartient à la justice de vérifier que la déontologie de l'historien est respectée. [*Le justice n'a pas à mettre son nez là-dedans*] La liberté ne saurait exclure la responsabilité.

· Depuis la création de l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 par la loi du 13 juillet 1990, le législateur a adopté le livre II du nouveau code pénal, en particulier par les lois du 16 décembre 1992 et 19 juillet 1993.

· Depuis le 1er mars 1994, les dispositions définissant les crimes contre l'humanité sont entrées en vigueur.

Le nouveau code pénal dans son article 211-1 définit le génocide et dans ses articles 212-1 et 212-2 les autres crimes, crimes contre l'humanité.

La référence de l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 **à l'accord de Londres est donc devenue inutile, anachronique et dangereusement limitative.**

Si la référence à une disposition internationale était nécessaire quand les définitions des crimes contre l'humanité ne ressortaient pas clairement du droit interne français, il devient inacceptable de ne pas appliquer le droit national avant le droit international lorsque la carence a été comblée.

Le nouveau code pénal établit la permanence de la notion de crime contre l'humanité, l'accord de Londres ne légifère que dans la contingence d'événements achevés.

· Ce que le législateur de 1990 a voulu interdire, c'est la contestation de tous les crimes contre l'humanité. [*Pas du tout. Il voulait un truc juif et purement juif, sinon il ne serait pas contorsionné de cette façon*] Son intention est à caractère préventif afin de ne pas banaliser les pires horreurs.

Mais, la référence de l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 à l'accord de Londres ne permet d'interdire la contestation des crimes contre l'humanité que s'ils ont été commis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Et c'est la raison pour laquelle l'article 48-2 de la loi du 29 juillet 1881 ne permet l'exercice des droits de la partie civile par les associations que si elles se proposent par leurs statuts «de défendre les intérêts moraux et l'honneur de la Résistance ou des déportés».

C'est ainsi que la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris a pu juger à bon droit le 18 novembre 1994, que

l'article 24 bis avait «pour effet d'exclure de la protection contre la contestation, instituée par la loi, tous les autres crimes contre l'humanité, comme, en l'espèce, ceux dont a été victime **le peuple arménien** en 1915».

Parmi les génocides et les autres crimes contre l'humanité, on ne saurait distinguer entre ceux qui mériteraient une protection spéciale et les autres.

La protection qui a, en fait, pour but la prévention, doit donc s'appliquer à tous les crimes contre l'humanité, sans discriminer le moment où ils sont advenus.

C'est l'objet de la présente proposition de loi qu'il vous est demandé de bien vouloir adopter.

PROPOSITION DE LOI

Article 1er

L'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est ainsi modifié :

I. - Après le premier alinéa de cet article, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

«Seront punis des mêmes peines ceux qui auront contesté tout autre crime contre l'humanité sanctionné par l'application des articles 211-1, 212-1 et 212-2 du code pénal ou par un tribunal international ou reconnu comme tel par une organisation intergouvernementale, quel que soit le lieu ou la date à laquelle le crime a été commis.»

II. - Les trois derniers alinéas de cet article sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

«Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage ou la diffusion de la décision prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal.»

Article 2

L'article 48-2 de la loi du 29 juillet 1881 précitée est ainsi rédigé :

«Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, qui se propose, par ses statuts, de défendre les intérêts moraux et l'honneur de la Résistance ou des déportés, ou de défendre les intérêts moraux et la mémoire des victimes des crimes visés ci-après, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne l'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des crimes ou délits de collaboration avec l'ennemi et en ce qui concerne l'infraction prévue par l'article 24 bis.»

Qui est cet Ubu, député de Saint Chamond (UDF), successeur de l'ineffable Pinay ? On repère vite cet obscur sur le Web: il est de toutes les affaires arméniennes et on a même le compte rendu, dans un journal turc, de ses prestations à la télévision d'Erivan. (Fransa Ulusal Meclisi'nde sözde 'Ermeni soykırımı' yasası raportörü François Rochebloine... dit Hürriyet, "le rapporteur membre de l'association philo-arménienne de la Grande Assemblée de France").

<<http://arsiv.hurriyetim.com.tr/hur/turk/01/01/27/turkiye/02tur.htm>> Il s'est dépensé pour faire adopter par le parlement une loi inepte qui "reconnait" le "génocide" arménien, comme si le Parlement avait vocation à se prononcer sur des événements dont il ne sait rigoureusement rien et qui se sont passés il y a 85 ans, à 6000 km du Palais Bourbon... (Voir Libération, 27 novembre 2002,

<<http://www.liberation.com/page.php?Article=70004>>)

*La question qui vient tout naturellement à l'esprit est pourquoi un médiocre "directeur commercial", parvenu à se faufiler à l'Assemblée, se démène-t-il dans une affaire arménienne qui d'ailleurs ne rapportera que des emmerdements aux Arméniens. L'examen de sa biographie n'apporte rien. Alors, connaissant les moeurs de l'Orient, nous dirons que ce Rochebloine touche du pognon. C'est un vendu et un vendu aux Arméniens. Ils ne manquent pas de blé. Vous pouvez lui demander **combien** il touche, c'est la seule question qui reste indécise:*

<frochebloine@assemblee-nationale.fr> ou <info@francois-rochebloine.com>

LE CHARME DE LA DÉMOCRATIE

Messe pour Louis XVI à Toulouse le 21 janvier, 300 personnes, manif **Basl'front** à la sortie, banderole arrachée, gerbe de lys piétinée, intervention de la police quand les attaqués se défendent, procession annulée, déploiement de CRS, bref, la liberté que la République reconnaît à ses citoyens, sauf quand ceux qui se proclament par antiphrase "antifascistes" en décident autrement. D'ailleurs Louis XVI était un fasciste notoire.

CE DROIT EST TORDU

Il y a des types, on se demande ce qu'ils veulent. Par exemple ce Jean-Pol Droit, qui a longtemps gémi sous le joug de la Fresco, qui semble avoir été débarqué ou débarrassé de sa grosse chronique solennelle sur la "philo" dans *Le Monde*, vous a soudain des accents primesautiers dont on se demande s'ils ne valent pas une lettre de demande d'admission au club, très select et très fermé, des révizos de France et de Navarre.

Il fait deux papiers dans *Le Monde des livres* du 24 janvier. Dans le premier, qui rend compte du livre de Jacques Gaillard, «*Des psychologues sont sur place...*» Où nous mène la rhétorique des catastrophes ? Jean-Pol Droit écrit ceci: "Encore une nouveauté, ce deuil sous conditions. Dans les temps anciens existaient déjà toutes sortes de mort sans sépultures, marins péris en mer ou soldats portés disparus. Les proches faisaient leur deuil malgré tout, en l'absence du cadavre. La douleur pouvait s'estomper sans qu'on se soit porté partie civile. On digérait son malheur sans

classer les coupures de presse. Il arrivait même qu'on cicatrisât sans l'avis des magistrats. Époques révolues ! Le deuil n'est plus une affaire solitaire, silencieuse et privée. C'est un processus collectif, bavard et public. Entamé avec les journalistes, il se termine avec les juges. Cette «extension du domaine du deuil» constitue une mutation encore largement inaperçue."

Il n'y a guère, nous évoquions ici cette étrange question en attribuant le changement d'habitude à une certaine "judaïsation" de l'époque. De quoi d'autre que d'un modèle juif du deuil pourrait-on dire "entamé avec les journalistes, il se termine avec les juges" ? Nous le voyons s'imposer tous les jours, depuis le procès Eichmann, il y a quarante ans. La klarsfeldisation rampante. Ce Jean-Pol Droit prend des risques.

Dans un second article, il parle d'un livre qui a déjà fait du remous dans la presse, le paveton de Paul Ricoeur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. Et il écrit derechef: "Questions chaudes, au contraire, celles qui se rattachent directement aux tragédies du XXe siècle, et singulièrement à la Shoah, dont Ricoeur parle beaucoup en la nommant assez peu: à quoi servent les grands procès publics? Le devoir de mémoire conduit-il à des abus, **des formes d'excès par manque de place laissé au nécessaire oubli** ? Que serait une politique de la juste mémoire, capable à la fois de garder vif le souvenir des crimes et de laisser place à l'esprit de pardon?"

Nous espérons seulement que le club des révizos recevra un demande qui se terminera comme cette célèbre lettre, envoyée aussi à un club sélect, par Marx (Groucho): "Messieurs, je renonce à faire partie d'un club qui accepte des gens tels que moi".

UN GROS FRUSTRÉ

On le croyait mort, ou tout comme. Il ne signait plus les sempiternelles pétitions. Il ne donnait plus son avis à tort et à travers. Bref, Vidal-Furet était calme, ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps. Mais il s'y remet. Il nous donne son avis sur des livres relatant la guerre d'Algérie. Lui qui ne l'a pas faite est un excellent expert de la question.

Mais voilà qu'à Lyon, capitale de la rosette et du jésus, on a, sous le pontificat ensommeillé de Raymond Barre, grassement subventionné une commission municipale d'enquête sur les spoliations des familles juives pendant la guerre. Se disant qu'il y avait là un petit fromage à faire prospérer, l'auteur de l'enquête, un certain Laurent Douzou, pond donc un bouquin intitulé *Voler les juifs* chez Hachette.

Le drame, nos lecteurs le comprendront, c'est que cet infime Douzou n'est pas allé solliciter une préface de Sa Ventripotence Vidal-Cornet. Il faut bien constater l'affreuse béance, la lacune irrémédiable. Dépité, on le serait à moins, remuant son ubuesque silhouette, Piedal-Paquet a donc dû se résigner à rédiger un petit compte rendu pour *Le Monde* (17 janvier 2003). L'ectoplasmique Douzou ayant mentionné un certain Terroine, que connaissait très bien Sa Suffisance Vidal-Foutriquet, ce dernier croit urgent de nous donner des nouvelles de ce type, mort et enterré en 1974. La préface rentrée pourrait ressortir d'un moment à l'autre. Et là, c'est comme le serpent qui crache son venin, il vaut mieux se tenir à l'écart.

VIEILLE ROSSE

Ce qu'on aimerait savoir, pour le, ou la féliciter, c'est qui a poussé cette vieille rosse de François Giroud dans l'escalier. Elle nous menaçait d'immortalité. En fait, elle s'était fait embaumer de façon anthume; c'est ce qui donnait à son visage cet aspect figé, après douze liftings, et à sa voix une étrange résonance métallique, la phonation étant sans doute assurée par un ingénieux dispositif mécanique doté d'une puce électronique. Il ne manquait plus que les bandelettes. Elle a écrit des milliers d'articles tous plus insipides les uns que les autres et une trentaine de bouquins dont on peut affirmer qu'ils ne seront jamais réédités, personne n'étant capable de se souvenir du contenu d'un seul d'entre eux. Elle avait toujours joué les coulisses et le pouvoir et le journalisme n'était qu'une façade pour assouvir une incroyable frénésie de domination. La chiffé molle de Serrvan-Schreiber pourrait en dire long là-dessus.

Sa totale insignifiance n'avait d'égal que sa ruse et sa dissimulation. Elle avait nié avec aplomb avoir travaillé pour un organe de presse de Vichy, *Le Pont*, une publication destinée aux travailleurs français forcés d'aller en Allemagne par le STO. Elle l'avait nié malgré sa signature et sa photos, que des esprits malfaisant avaient évidemment retrouvés. Elle s'était par la suite vanté d'une légion d'honneur qui s'était révélée bidon. Toutes ces malhonnêtetés étaient possible parce que le petit monde de la presse parisienne savait qu'elle n'était pas plus "Giroud" que vous et moi, mais qu'elle s'appelait Gourdj, et qu'elle venait d'une famille de juifs nord-africaine, comme Jean "Daniel" Bensaïd, ancien de *l'Express*, des gens qui étaient fraîchement débarbouillés de français, mais dont les parents ou les grands-parents parlaient l'arabe dialectal, étant des berbères vaguement judaïsés et arabisés. Tous ces gens sont incapables d'assumer leurs origines parce qu'ils faudrait révéler la trahison qu'a été, pour les populations d'Afrique du Nord, le décret Crémieux qui, en 1871, a d'un coup brutal retranché les juifs du monde dont ils faisaient partie, pour, d'un coup de pinceau, les ripoliner en "français". Il y faudrait un régiment de docteurs Freud.

Cette Gourdj ne nous a toujours inspiré qu'un assez vague dégoût. La presse la salue comme la "journaliste absolue". Pour nous "journaliste" veut dire "débile", "abject", "chien galeux", "sac à m...". Elle était tout cela au plus haut degré. Mais qui l'a donc poussée ?

L'INDE ET LE RÉVISIONNISME

Nous avons une version de l'histoire moderne de l'Inde qui tourne toujours autour de Gandhi, Nehru et leurs copains. Mais il en existe une autre, qui, pour ne pas être totalement méconnue, surtout en Inde, n'a chez nous **jamais** les faveurs de la réflexion. Faute de place, on, renverra les lecteurs à un texte écrit par un Indien, mais disponible en français et qui se termine ainsi:

"Lorsque la nouvelle version de l'histoire de l'Inde au 20e siècle, et particulièrement l'épisode unique du combat pour l'indépendance, seront écrits, on ne trouvera sans aucun doute qu'une seule personne qui apporta la contribution la plus significative et représentative parmi tous ses compatriotes, jusqu'à l'émancipation de sa patrie des chaînes de l'asservissement étranger. Pendant la 2e Guerre Mondiale, cet homme marcha sur deux continents tel un colosse, et les pas de son armée de libération résonnèrent dans les forêts et les plaines d'Europe et les jungles et les montagnes d'Asie. Ses assauts armés ébranlèrent les fondements même de l'Empire Britannique. Son nom était Subhas Chandra Bose. "

<http://www.angelfire.com/folk/library/bose1_fr.htm>

FINI DE SE GOBERGER

L'Elysée n'engraisse plus ces escrocs

SOS-Racisme placée sous contrôle financier de l'Etat. En déficit chronique, l'association a été plusieurs fois au bord du dépôt de bilan ces dernières années.

L'arrêté ministériel publié au Journal officiel du 17 décembre est passé inaperçu. La décision du ministère de l'économie et des finances de placer SOS-Racisme sous "contrôle financier de l'Etat" est pourtant une première dans le monde associatif. L'association antiraciste devra désormais soumettre au contrôleur nommé par Bercy tous ses budgets et projets d'action. En trois courtes pages, l'arrêté met sous coupe réglée l'une des plus vieilles associations proches du Parti socialiste. *Le Monde*, 070103.

Il va falloir se reconvertir et aller pointer à l'ANPE, mes cocos. Ça va vous faire drôle. Il va falloir reprendre le métro, Malek !

ON NE DIT PLUS "ÇA ME TROUE LE CUL"

ON DIT: "ÇA ME TROUE L'HISTOIRE"

On a colloqué à la Sorbonne, sur notre dos, comme d'habitude. Voir le dossier *L'Histoire trouducutée*.

Quelques perlouzes:

Traversot: "Beaucoup plus qu'à l'historiographie en tant que pratique scientifique, où les "révisions" sont inévitables et naturelles, liées à l'élargissement des sources et aux nouveaux questionnements qui surgissent à chaque époque, le mot "révisionnisme" relève de l'usage public de l'histoire, où, dans la plupart des cas, il désigne une nouvelle approche éthico-politique dans l'analyse du passé. La question reste ouverte de la pertinence d'un tel concept qui sous-tend l'existence d'une "orthodoxie", incompatible avec toute liberté dans la recherche. Il vaudrait mieux appeler les négationnistes de leur vrai nom de faussaires et de falsificateurs de l'histoire, et bannir l'usage de ce mot au sein du débat historique."

Fresca: "Maurice Bardèche, Paul Rassinier, Robert Faurisson, Pierre Guillaume -- c'est pour parler de leur entreprise de négation qu'a été forgé à la fin du vingtième siècle le terme de négationnisme. On exposera donc ici le parcours de ces Bardèche, Rassinier, Faurisson, Guillaume et comment ils ont produit la version française d'une des dernières trouvailles en date de l'antisémitisme, qui fait du génocide des juifs une invention des juifs."

Ternon (qui est chirurgien et se prétend "historien" -- fanatique arménomaniac):

"Le néologisme "négationnisme" eut pour fonction initiale de se substituer à "révisionnisme" pour désigner la négation de la Shoah en France. Cependant la pertinence de ce mot appelle à un usage plus large, une extension de sens qui comporte un risque de banalisation. Pour fixer les limites de ce spectre, il suffit de traiter du processus de négation des génocides, ce qui renvoie certes à la question de la qualification d'un crime comme génocide."

Tomas: "Il me semble que cette loi [Gayssot] ne fige pas la vérité historique dans une quelconque légalité, comme on le lui a reproché, mais qu'elle ne se saisit de la vérité qu'indirectement, par le détour de l'offense -- offense fort subtile, qui revient à annoncer à la victime d'un meurtre la bonne nouvelle de sa berlué."

Asséo: "Le développement récent des procès d'indemnisation n'a pas simplifié la tâche des historiens. Le communautarisme l'a emporté dans la gestion de l'"argent du crime" et le modèle anglo-saxon du droit des victimes a

ouvert la boîte de Pandore de **la course à la victimisation transhistorique.**"

Nichanian : "En 1991, lors d'un colloque qui se tenait à UCLA et qui a été publié depuis sous le titre de *The Limits of Representation*, Carlo Ginzburg monte une attaque en règle (sous l'impulsion de S. Friedländer) contre Hayden White, dans un article qui porte le titre de "Only One Witness". Le problème est le suivant: emporté par sa critique "relativiste" du discours historique ou historiographique, H. White en était venu à faire dépendre, semble-t-il, la "réalité" de l'événement de la puissance des interprétations qui en traitent. "

Saleh Abdel JAwad. "Historien et Professeur de sciences politiques à l'Université de Birzeit, Ramallah : La négation des témoignages palestiniens dans l'historiographie israélienne."

Kalisky: "Quelles sont les significations du "refus de témoigner" (R. Klüger), signe paradoxal de cette "ère du témoin", et de quoi est-il le symptôme? Et s'il est symptôme d'une sublimation culturelle du témoignage de la Shoah, en quoi ce symptôme même peut-il avoir une valeur? Ce refus, signe ultime de l'autonomisation d'un corpus littéraire et spéculatif dans la mémoire de la Shoah, pose aussi la question des conditions d'un tel phénomène, aboutissement d'un long processus de constitution du génocide en "événement"."

Worms: "On soutiendra ici que la négation des témoignages sur les crimes contre l'humanité nous révèle la véritable portée de ces témoignages, tout en reproduisant ou en reconduisant à leur égard ces crimes ou ces violations mêmes, et précisément pour cette raison."

Bessière: "Le paradoxe de l'histoire trouée est qu'elle participe de l'évidence de l'histoire et du su".
Le trou du su ?

Piralian: "Le génocide fait trou dans l'histoire en même temps que trou pour un sujet au lieu de son origine."

Altounian: "L'importance du dedans/dehors pour le démantèlement de l'emprise du déni."

Lempert: "C'est ainsi que, dans de nombreuses démocraties, le vote s'inscrit dans un véritable processus d'évitement par rapport à la conscience du crime -- et c'est en cela que le vote participe indirectement du crime."

Bagilishia: "Je pense que le révisionnisme mérite un 'détour'."

NAZBROQUE À VENDRE

BBC News, Saturday, 18 January, 2003, 00:46 GMT

Nazi hunters advertise in Latvia

A Latvian newspaper has published advertisements offering a \$10,000 reward for information leading to the trial and conviction of Nazi war criminals. The advertisements are part of a campaign called "Operation Last Chance" launched by the Los Angeles-based Simon Wiesenthal Center, which hunts Nazi criminals.

About 80,000 Jews were killed by the Nazis and local collaborators in Latvia between 1941 and 1944. Thousands of Jews from other European countries were also sent to Latvia for execution. But Latvia has not prosecuted any Nazi suspects since it regained independence in 1991. The ads, showing a grainy photo of Jews being led to their execution, say "those who are responsible... must be punished". They give phone numbers for the Latvian chief prosecutor's office and the Simon Wiesenthal Center.

Prosecutors in the former Soviet republic say gathering evidence against the few surviving suspects has been difficult. "If anyone comes forward with information we are ready to investigate," said Dzintra Subrovska, a spokeswoman for the Latvian Prosecutor General's Office. Similar ads were published in neighbouring Lithuania late last year and others will be run in Estonian newspapers later this month. Of Latvia's 95,000 pre-war Jewish population, barely 4,000 survived the Holocaust.

PAILLES ET POUTRES

La tribune de Chantal Delsol

A propos du "bon" négationnisme

En principe récusé depuis 1989, mais bien vivace encore dans plusieurs pays dont le plus peuplé de la planète, la Chine, le communisme nous laisse deux questions. La première: comment ce qui apparaît au départ comme un humanisme mène-t-il aux crimes les plus abominables? La seconde: comment certains intellectuels et partisans peuvent-ils continuer sans vergogne de défendre ce système malgré ses crimes?

C'est à cette question que s'attaque Stéphane Courtois dans la suite du *Livre noir du communisme, Du passé faisons table rase!* ce qui signifie ironiquement: "Du passé communiste, faisons table rase." L'indifférence dans laquelle la presse française a tenu ce livre démontre qu'il touche un point sensible. Non seulement le communisme a engendré des Etats criminels, mais de surcroît une amnésie organisée visant à dissimuler ses crimes. Cette amnésie devient **un négationnisme, lequel, contrairement à celui qui concerne le nazisme, n'est jamais pourchassé**. En France, les négationnistes du communisme dirigent des organes de presse, détiennent des chaires dans les universités et des postes de commande. Ils mentent et personne ne leur en fait grief. Le Mur est tombé... pas dans toutes les têtes. Tant que le deuil de l'utopie n'est pas accompli, c'est l'histoire qui peine à s'écrire. La question n'est pas ici de déplorer la malhonnêteté de ces nouveaux révisionnistes, mais de rétablir la vérité dans ses droits.

Pour la dignité des victimes, d'abord, mais aussi, parce que la vérité, en elle-même, vaut.

Voir l'article entier paru dans *Valeurs actuelles*, 3451, du 17 janvier. Il y a une inversion des chroniques sur le site de *Valeurs actuelles*. Nous avons vu le texte de Delsol à:

<<http://www.valeursactuelles.com/magazine/tribune/index.php?affiche=precedent&idaf=3452>>

JUGULAIRE JUGULAIRE

La loi Fabius-Gayssot enfin mise à la question

(...)

Un sulfureux café-philos

A n'en pas douter, la loi antiraciste et antirévisionniste, votée d'abord en France en 1990 puis exportée dans la plupart des pays d'Europe occidentale dans les années suivantes, a un triple objectif: d'abord empêcher tout débat avec les révisionnistes dont les tribunaux ont naguère reconnu le sérieux des travaux. Ensuite juguler la poussée de la droite nationale qui se manifestait à partir du milieu des années 80 dans nombre de pays d'Europe, en France d'abord, mais aussi en Autriche, en Italie, en Suisse... Enfin, interdire toute vigoureuse critique d'Israël qui exerçait (et continue à exercer) une impitoyable répression de l'Intifada palestinienne commencée en 1987. On voit là qu'il y a trop d'intérêts (politiques et financiers) en jeu pour qu'on accorde la liberté de parole aux révisionnistes. D'autant que l'exercice peut se révéler dangereux.

En témoigne le ciné-philos organisé par le Chilien Daniel Ramirez, jeune dissident de l'ère Pinochet, le 14 décembre dernier à l'Entrepôt. Après la projection d'*Autopsie d'un mensonge* de Jacques Tarnero, le débat devait porter sur "Le négationnisme et la révision de l'histoire" afin de lever la suspicion jetée sur les cafés-philos depuis que leur fondateur, feu Marc Sautet, avait laissé planer quelque doute sur la réalité du dogme holocaustique. L'animateur espérait ainsi pouvoir répéter en toute tranquillité les accusations de "mensonge" et d'"ignominie" habituellement portées contre le révisionnisme historique. Mais patatras, l'"ennemi" était dans la place. Pierre Guillaume, Henri Roques et le professeur Faurisson ont ainsi pu prendre la parole. Face à leur argumentation, les habituées du café-philos (il n'y avait là que des femmes) se sont scindées en trois camps: certaines sont parties ne souffrant pas d'entendre plus longtemps des propos iconoclastes, d'autres sont restées tout en se bouchant les oreilles, d'autre enfin ont été visiblement impressionnées par la qualité des démonstrations. Ainsi une dame, après avoir dit son opposition à la loi Gayssot, a même confié à son voisin: "Ça tient debout, ce qu'ils disent!"

Quant à l'animateur, il a reconnu que si la loi Gayssot avait été votée, c'était "par peur". Après avoir entendu Pierre Guillaume dire que "les juifs avaient inventé le fil à couper le beurre" et un jeune homme cravaté montrer, anecdotes à l'appui, comment l'instrumentalisation de l'"Holocauste" entre les deux tours de la présidentielle avait créé de toutes pièces un climat de panique ayant permis la réélection plébiscite de l'escroc de l'Elysée, Daniel Ramirez conclut les débats, livide. Non, décidément, Robert Ménard a tort: il ne faut pas laisser parler les révisionnistes. C'est beaucoup

trop dangereux!
Jérôme Bourbon

Rivarol, 17 janvier 2003.

RIEN DANS LE PANTALON
RIEN DANS LE CITRON

La France rafarineuse renouvelle son allégeance
Raffarin: "l'antisémitisme est malheureusement toujours menaçant"

Paris (AFP) - Jean-Pierre Raffarin a regretté samedi soir que l'antisémitisme soit "malheureusement toujours menaçant" en France, tout en soulignant que le gouvernement était "particulièrement attentif à ce fléau". [...] S'exprimant lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) à Paris, il a réaffirmé que le gouvernement "ne tolérera jamais qu'une synagogue, qu'une mosquée, qu'une église, qu'un temple soient profanés". [...] Le chef du gouvernement a également dénoncé le fait que l'antisémitisme "se diffuse parfois jusque dans nos classes".

"Dans certains établissements scolaires, il devient difficile pour les professeurs d'aborder la Shoah ou de prononcer le nom d'Israël", a-t-il déploré. "Nous nous devons d'enseigner dans nos écoles l'Holocauste", a-t-il martelé. M. Raffarin a rappelé que son objectif était "de mieux aider les établissements et les enseignants à lutter contre ces **phénomènes inacceptables**".

Il a par ailleurs annoncé avoir demandé aux autorités consulaires en Pologne "de mettre en oeuvre le processus de rénovation du **pavillon français d'Auschwitz** qui honore la mémoire de tous nos concitoyens disparus tragiquement dans ce camp". [*Ce qui tendrait à indiquer qu'Auschwitz est devenu une "foire" où chaque pays peut avoir son "pavillon", où l'ont trouvera, sans doute des pompom girls et des dégustations gastronomiques...*]

Jean-Pierre Raffarin a par ailleurs condamné samedi soir "avec force" l'appel au boycott de la coopération avec les facultés israéliennes lancé par l'université de Paris-VI, en estimant que cette initiative n'était "**pas admissible**". Le Premier ministre a qualifié cette décision de "phénomène inquiétant" et de "dérive malheureuse". [...]

Constatant avec "beaucoup de préoccupation que certains appellent au boycott de produits d'origine israélienne", M. Raffarin y voit "des formes d'expression de l'antisémitisme". Il a rappelé que de telles initiatives étaient "passibles du travail correctionnel". [*Du temps où nous étendions le boycott des produits de l'apartheid, personne ne nous disait que c'était "passible du travail correctionnel". Franchement, dans quel pays vit-on ?*]

AFP, 25 janv. 2003

<<http://fr.news.yahoo.com/030125/202/2zaiu..html>>

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

LES AVENTURES DU MOT "RÉVISIONNISME" IV

16/ *Philosophie amazonienne ?*

Retórica e agon: O Revisionismo dialético de Harold Bloom ou o tropo como figura de poder.

Sandra S. F. Erickson (Universidade Federal do Rio Grande do Norte, Departamento de Letras)

Bloom denomina sua teoria (conhecida como angústia da influência) de revisionismo dialético porque considera a linguagem de um poeta pré-determinada pela tradição uma "corrente de falas fortes" na qual poetas tentam se inserir. Não existe liberdade de expressão, apenas de imaginação. **Revisionismo dialético é uma leitura da transformação das palavras em tropos** e destes em defesas visando a expor a figuração do poema, ou seja, os níveis de apropriação e dependência de imagens que poemas fazem da tradição. Tropos são colocados, não contra a linguagem literal, mas como defesas contra uma linguagem anterior a qual o poeta tenta substituir/derrotar. Tropos justapõem e limitam (ironia), representam e substituem (metáfora), complementam e diminuem (sinédoque, metonímia, hipérbole, litotes) ou restauram e superam (metalepse) significados de imagens anteriores. A poesia é o agon da imaginação do poeta efebo tentando sobrepor-se à representação de seu "pai poético": Édipo e Laios, na encruzilhada do cânone.

<<http://www.cchla.ufrn.br/gt12.htm>>

17/ *Un gadget pour empereurs romains ?*

Alexandre pose une question: En fait, j'aimerais discuter sur l'emploi du mot révisionniste.

À mes yeux, **on fait souvent la confusion entre révisionnisme et négationnisme** (je ne crois pas que ce soit le cas

ici). Moi je dis sans honte que j'aborde l'Histoire d'un point de vu révisionniste, je suis toujours prêt à douter des explications propagandistes (l'histoire est toujours écrite par les vainqueurs) et le révisionnisme est une démarche qui, si elle conduit parfois à des bêtises, reste quand même le seul moyen "dynamique" si j'ose dire de réfléchir autrement qu'avec les poncifs d'usage. Je considère que votre façon de travailler est révisionniste, Eugène Cizek, quand il écrit son Néron, l'est aussi.

En réalité le révisionnisme est une ré-interprétation permanente des faits historiques avérés. Par contre le négationnisme, c'est la négation des faits ou même leur passage sous silence (certains oublis volontaires sont des mensonges). "Jésus n'était pas juif", ou refuser la connexion entre les juifs et Jésus comme l'on fait les Chrétiens quand ils sont arrivés aux commandes est une forme de négationnisme (sans jeu de mots...). La genèse du problème vient de l'emploi impropre du terme "révisionnisme" par les intellectuels français pour désigner les gens qui nient que la shoa ait existé. Pourquoi cette confusion ? Parce qu'il est vrai que la frontière entre les deux est ténue. Les historiens romains eux, font du révisionnisme et du négationnisme de propagande en taisant les aspects les plus noirs des empereurs qu'ils servent.

Réponse de Dominic Daussaint

Si vous y tenez, j'accepte bien volontiers d'être considéré comme révisionniste... Pour autant, bien sûr qu'on ne parle pas de la Shoah, des chambres à gaz, ni des fours crématoires, ni des camps de concentration ! Pourtant, tout "révisionniste" que je sois censé être, la plupart des thèses (un bien grand mot pour mes modestes pages) que je développe dans mon site sont loin d'être révolutionnaires. Par exemple, au XVIIIe siècle, Voltaire (entre autres) émettait déjà de sérieuses réserves sur l'étendue des persécutions anti-chrétiennes. Suscitant l'ire des autorités religieuses, il considérait aussi que la Bible, ainsi d'ailleurs que les Évangiles, étaient des oeuvres historiques "comme les autres", et devaient donc être soumises à un examen critique et historique rationnel. Autre exemple : la réhabilitation de Néron commença dès le XIXe siècle ; celle de Tibère, celle de Claude et (à un moindre niveau), celle de Caligula, au début du XXe siècle... Rien de bien neuf sous le soleil !

Ce que j'écris **est donc peut-être "révisionniste", mais pas nécessairement original ou inédit.**

<<http://ibelgique.iffrance.com/lulucom/empret23.htm#sommaire>>

18/ *Massacreurs de Rwandais ?*

Wihogora: ce site traite essentiellement tout ce qui se rapporte au négationnisme et au révisionnisme qui se pratique malheureusement impunément et ce de plus en plus.

L'activité essentielle de ce site est donc **la chasse aux révisionnistes de tous bords.**

<<http://users.skynet.be/wirira/>>

Voir <<http://users.skynet.be/wihogora/index-wihogora.htm>>

19/ *Nier l'arithmétique du chômage ?*

Le Défouloir des Précaires est un petit site bourré d'humour féroce et de dérision amère sur fond de réalisme dérangeant. On y parle entre autres de **ce révisionnisme social** qui consiste à nier le chômage jusque dans son arithmétique élémentaire, sans oublier de régler leur compte à bon nombre d'institutions de l'arnaque, ANPE en tête.

<<http://precaires.free.fr>>

20/ *Une question de choix d'une langue scientifique ?*

Charles Xavier Durand:

Le révisionnisme scientifique

L'adoption généralisée d'une langue scientifique prétendument internationale limite fréquemment la recherche d'informations aux contenus disponibles dans cette langue. C'est ainsi que petit à petit, les contributions de chercheurs qui effectuent leur travail dans d'autres langues sont ignorées. C'est ainsi que l'on a redécouvert récemment que la plupart des ulcères seraient causées par une bactérie, l'*Helicobacter pylori*, alors que cela avait déjà été observé il y a plus de vingt-cinq ans par un médecin cubain qui avait publié ses travaux dans des revues cubaines et soviétiques, en espagnol et en russe [5]. L'oubli scientifique devient ici responsabilité éthique ... mais comment l'éviter dans l'état d'esprit actuel ? [...] Tout comme l'idée qu'il y a brusquement eu " un siècle des Lumières " qui a occulté une grande partie de la science moyenâgeuse et antique, l'anglomanie, réprouvée ou embrassée avec le zèle de l'époque où nous vivons, occulte un nombre considérable de travaux et de chercheurs du monde entier et braque le projecteur presque exclusivement sur les pays anglo-saxons. On oublie que, bien avant Fleming, Ernest Duchesne, élève de l'École de santé militaire de Lyon, présenta, le 17 décembre 1897, une thèse intitulée : " Contribution à l'étude de la concurrence vitale chez les micro-organismes. Antagonisme entre les moisissures et les microbes ", dans laquelle on trouve des expériences relatant l'action du *penicillium glaucum* sur les bactéries.

<<http://www.imperatif-francais.org/articles/argumentaire.html>>

PUBLICATIONS

§== **Si pas rites...** L'infamante question dite des "crimes rituels" attribués aux, ou plutôt à des juifs, n'est jamais très loin de l'actualité. Nous ne lui avons jamais accordé d'intérêt ici parce que nous croyons qu'il n'y a pas de substance, qu'il n'y a pas de fait établi à la base de ces rumeurs qui remontent, il faut le reconnaître, à des temps très anciens. Nous avons mentionné ces affaires quand il s'est agi de la vente aux enchères, avortée, d'un manuscrit de Burton, détenu par la communauté juive anglaise institutionnelle. Nous n'avons pas l'intention de fouiller ce dossier mais d'autres le font et il nous semble normal de le signaler à nos lecteurs, en les priant de croire que nous sommes agnostiques dans ces matières et que nous n'avons aucune idée arrêtée sur une documentation dont nous ne savons absolument pas ce qu'elle vaut. Les lecteurs iront donc prudemment à l'exploration de ces contrées fort ténébreuses et ils n'accepteront aucune affirmation sans la soumettre d'abord à toutes sortes de vérifications. Si nous ne le faisons pas nous mêmes, c'est faute de temps, d'énergie et peut-être d'intérêt pour des actes, ou des événements, qui sont qualifiés de "crimes rituels" et qui ne sont peut-être que des "crimes en série" ou des crimes commis par des malades mentaux, comme on en voit hélas presque tous les jours dans les journaux (récemment, cet Allemand qui dévore ses victimes !) tant il est vrai que les pathologies de l'esprit humain sont nombreuses, souvent inattendues et presque toujours complètement répugnantes.

Munis de ce "caveat", le lecteur ira voir certains sites comme, par exemple,

<<http://hometown.aol.com/philipdevier/myhomepage/books.html>>

qui parle d'un ouvrage d'un certain De Vier, Philip, *Blood Ritual: An Investigative Report Examining A Certain Series of Cultic Murders* (National Vanguard Books, 2001),

On peut accéder à la home page d'un certain Harrell Rhome en allant sur le site de Russ Granata «Welcome to the Webpage of Dr. Harrell Rhome ! Revisionist Research in Ancient History & Religion»

<<http://www.russgranata.com/>> Il vend des livres à une adresse, donnée sur le site, dans une ville du Texas, qui s'appelle... "Corpus Christi" !!!

Et on en trouverait des centaines d'autres sur le Net... Attention à la parano.

§== **Sado.** Les oeuvres du marquis de Sade, qui se mettent en ligne:

<<http://desade.free.fr/index2.html>>

§== **Moscou taire.** *Revizionizm Kholokosta: Lektsii.* Likhachev, V., Moskva: *Evreiskii mir* (Le monde juif), 2001, Volume 26, 40pp., \$12.95.

A Moscou encore vient de sortir le tome II du dernier ouvrage de Soljénitsine, *Deux siècles ensemble*. Il traite de la période d'après 1917 et des relations entre juifs et Russes, en Union soviétique. Comme l'a montré le premier volume, traduit en français et publié chez Fayard, ce livre, fondé essentiellement sur des sources juives, éclaire un pan essentiel de l'histoire de notre époque, car c'est là, dans ce creuset en fusion, que se sont élaborés le communisme et le sionisme, ce dernier étant encore en train de mettre tout le Proche Orient à feu et à sang. Pour qu'il y consacre ce qui sera peut-être les dernières années de sa vie productive, il fallait que Soljénitsine, sans contester un des esprits les plus remarquables de notre temps, ait jugé qu'il y avait là quelque chose à comprendre qui était prioritaire. Pour les amateurs éclairés, le livre est dès maintenant disponible en russe sur Internet. <www.sila.by.ru>

§== **Souteneurs.** Un obscur Michel Lafitte a soutenu le 18 décembre une thèse à l'Ehess dont le titre est le suivant: "L'Union générale des Israélites de France, 1941-1944. Les organisations juives d'assistance et leurs limites légales au temps de la Shoah". On voit déjà par le grossier anachronisme du titre que l'auteur est un fieffé crétin. Shoah est le

titre d'un mauvais film et en 1941-1944, il n'était question que de la déportation. Cette déportation, à laquelle l'UGIF prêtait la main, était très principalement celle des juifs "étrangers" (né hors de France). Pour l'essentiel, les juifs "français" (né en France) ont échappé à cet affreux destin. Grâce en partie à l'UGIF, haut lieu de la collaboration judéo-vichyste. On a déjà des textes là-dessus, du camarade Rajsfus et du professeur Faurisson. Rappelons que maintenant les thèses sont microfilmées et rendues accessibles dans certaines bibliothèques et que toutes les indications nécessaires se trouvent dans une sorte de fichier central bien connu des bibliothécaires.

Mais là où les Athéniens s'atteignent, c'est dans la composition du jury: Jean-Pierre Azéma, la baudruche de Sciences-Po, un endroit où l'histoire est passée à la moulinette politocarde, la luguwre Wierviorka qui mouille toujours de ses pleurs les manteaux des déportés, Pierre Vidal-Cachet, dont on apprend ainsi qu'il n'est pas encore mort et qui tient même à manifester une fois de plus sa totale incompétence d'helléniste en goguette, Robert Frank, mais on connaît des dizaines de Robert Frank, et Henry Rousso, dont on attend impatiemment la sortie du film à grand spectacle, *Lugdunum contre les Révizors II*. Un grand succès en perspective qui va faire sauter le box office. Tous ces gens ont toutes les raisons de se foutre sur la gueule, surtout s'ils viennent à parler du révisionnisme. C'est la dure vie de ceux, qui, comme les hyènes visitant, la nuit, les poubelles autour des grandes villes sahéliennes, courent d'une soutenance à l'autre, en ricanant horriblement.

§== **Docs.** Photos, films, documents zolo consultables et libres de droit au Grand Zolo Museum de Washington:
<<http://www.ushmm.org/research/collections/>>

§== **Confrère.** We invite you to get the first issue of *The Revisionist* (usually 120 pp. letter size, paperback) for only \$3. This quarterly is written in English. If you are interested in reading our journal in German language, please go to the home page of *Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung!*

What *The Revisionist* has to offer in four issues per year, each between 104 and 128 pages in letter size format, paperback!

- * Up-to-date contributions about recent events in modern historiography, written by the world's leading revisionists
- * Cutting edge papers on the latest results of historical research
- * Summary articles about controversial topics in modern history
- * **Supporting arguments for your daily disputes with friends, neighbors, relatives, and colleagues**
- * Inside stories about the worldwide struggle for freedom of speech, science, and research
- * Reports about kangaroo courts, censorship, and media witch hunts
- * News about the Holocaust industry and Holocaust hysteria around the globe

What *The Revisionist* does not offer:

- * unsubstantiated and uncritical scholarly contributions
- * Rejection of contribution for ideological reasons
- * suppression of new findings and important events
- * Submission to censorship by pressure groups or even governmental authorities
- * Hushing-up of curtailments of freedom of speech, media, science, and research

Finally, please consider:

Our struggle against bigotry and censorship is fought with powerful scientific arguments. Due to this, we steadily gain the support of more scholars for our efforts, which makes it increasingly difficult for certain pressure groups and the authorities in non-First-Amendment nations to get away with their despotic activities. If you consider our work valuable, we would appreciate it if you could support us. If you want to learn more about our work and about the various ways you can support us, please click here. <<http://www.vho.org/tr/index.html>>

The Revisionist

Volume 1 · Issue 1 · February 2003, Get a Trial Issue!

Content:

At the Dawn of a New Area, by Germar Rudolf, p. 2

Open Air Incinerations in Auschwitz: Rumor or Reality?

- * Ground Water in the Area of the POW camp Birkenau, by Dipl.-Ing. Michael Gärtner, Dipl.-Ing. Werner Rademacher, p. 4

- * "Burning Pits" and Ground Water Level in Birkenau, by Carlo Mattogno, p. 15

Auschwitz: The Dwindling Death Toll

- * How many deaths at Auschwitz?, by Dr. Robert Faurisson, p. 19
- * Cautious Mainstream Revisionism, by Germar Rudolf, p. 25

- * Auschwitz: The new Revisions by Fritjof Meyer, by Carlo Mattogno, p. 30

Poison Gas Über Alles, by Friedrich Paul Berg, p. 38

Certainty about Werner Heisenberg, by Dr. Gerhard Sommer, p. 48

The Hole in the Door, by Hans Pedersen, p. 52

WW II: Whose War was it Now Actually?, by Prof. Emil Schlee, p. 57
New Aspects of Andreij Wlassow, by Wolfgang Strauss, p. 64
Was the Me262 the First Airplane to Break the Sound Barrier?, by André Chelain, p. 70
Swing Dancing "Verboten", by Eberhard Wardin, p. 73
The Moon Landing: Fact or Fiction, by Germar Rudolf, p. 74
The Unknown Famine Holocaust, by Wolfgang Pfitzner, p. 81
A Look Back at Revisionism, by Ernst Manon, p. 84;

Publisher: Castle Hill Publishers, PO Box 257768, Chicago, IL 60625, USA; PO Box 118, Hastings, TN34 3ZQ, UK

Chief Editor: Germar Rudolf <chporder@vho.org>

<<http://vho.org/tt>> Four times a year with some 120 pages letter size perfect bound. A subscription is \$55 per year. Single issues cost \$15. A current trial copy can be purchased for just \$6.

§== **Old Debbie.** Le couverture de presse presque complète du procès Lisptadt-Irving.

<<http://www.fpp.co.uk/trial/press/index.html>>

A ce propos signalons cet écho de presse:

"Denying the Holocaust: The Growing Assault on Truth and Memory." Lipstadt's book entangled her in a libel trial with the notorious Holocaust denier David Irving; the story of the trial is now being adapted into a film by HBO, to be written by "Pianist" screenwriter Ronald Harwood and directed by Ridley Scott. *Dallas Morning News*, 12 janvier 2003.

C'est la femme d'Elephant Man qui a été pressentie pour jouer le rôle de Poor Old Debbie.

§== **Chiadé.** Un site zolo italien vraiment chiadé, pensé dans les coins, présenté de façon claire. Ces gens-là pourraient vendre des cuisines ou des caves à vin. Sur le fond, ils ont lancé une longue attaque critique contre les révisionnistes italiens, qui répondent dans les pages de l'AAARGH-italien. Ces gens-là ont pris au sérieux la menace que fait peser sur leurs orthodoxie le développement du révisionnisme et construisent un lieu de résistance remarquablement fortifié. C'est réconfortant, quand on pense à tous les imbéciles qui s'égosillent à "dénoncer" le révisionnisme, sans savoir même de quoi il retourne. <<http://www.olokaustos.org/index.htm>>

§== **Interro écrite.** Les interrogatoires d'Eichmann sur le web:

<www.nizkor.org/hweb/people/e/eichmann-adolf/transcripts/>

§== **Grosse faute.** *Los Alemanes, el Holocausto y la Culpa colectiva*, por Federico Finchelstein, J. Habermas - R. Hilberg - R. Chartier - J. E. Burucúa - H. Mommensen - C. R. Browning - S. E. Aschheim - O. Bartov - I. Deák - R. S. Wistrich

¿Estuvieron todos los alemanes de acuerdo con el Holocausto? ¿Pensaban todos ellos como Hitler acerca de que los judíos debían ser exterminados? ¿Participaron en la Shoah voluntariamente? ¿Es el antisemitismo la única causa que explica el genocidio? ¿Se puede hablar acaso de culpa colectiva? Estas preguntas fueron respondidas afirmativamente por Daniel Goldhagen en su libro *Los verdugos voluntarios de Hitler. Los alemanes corrientes y el Holocausto*. Cuando a principios de 1996 el libro salió a la venta, pocos esperaban que se produjera un nuevo debate historiográfico sobre las causas y motivos del Holocausto. Ampliamente rechazado por la mayoría de los historiadores, Goldhagen ha tenido una recepción exitosa en el público no especializado, y ha vendido cientos de miles de ejemplares en Estados Unidos, Alemania, Francia y otros países. Los ensayos reunidos en este volumen intentan, desde distintos ángulos, pensar las principales preguntas planteadas por Goldhagen, así como sus problemáticas respuestas.

A través de la focalización de la mirada en lo apropiado y lo inapropiado de formas explicativas tan exitosa en variados públicos masivos, los capítulos de Steven Aschheim, Omer Bartov, José Emilio Burucúa, Christopher Browning, István Deák, Federico Finchelstein, Raul Hillerg, Hans Mommensen y Robert Wistrich intentan articular a partir del debate suscitado alrededor del libro de Goldhagen, aquellas posiciones epistemológicas que se encuentran por detrás de este debate. En el prefacio de este libro, el reconocido historiador Dominick LaCapra presenta cuestiones ineludibles para entender las causas de la Shoah, las perspectivas y limitaciones del debate Goldhagen. El filósofo alemán Jürgen Habermas fija en su capítulo su posición, y analiza las distintas perspectivas abiertas por el debate. El historiador francés Roger Chartier, en su ensayo escrito especialmente para este libro, a partir de los supuestos discutidos en el debate Goldhagen nos ilustra sobre las perspectivas que la obra de Norbert Elias proporciona para entender mejor los orígenes de la catástrofe.

Librería & Judaica 'Casa de Jacob', C/ del Ángel 15

Toledo, Toledo 45002 -- España

<<http://www.casadejacob.com>>

§== **Sédévacance.** Les catholiques italiens (et étrangers) regroupés dans une association antiréformiste, antilibérale, révisionniste, sédévacantiste, que nous apprécions tout particulièrement, au delà des différences de toutes sortes qui devraient nous empêcher de nous comprendre, sortent leur revue *Sodalitium*, enièremment en PDF accessible sur le web, n° 54 en italien et 52 en français. Ce sont des gens fort cultivés, remarquablement intelligents, sûrs de leur doctrine, qui ont beaucoup de choses à nous apprendre, à nous misérables païens, pécheurs de fond, mais toujours sensibles à la part de vérité qu'on trouve parfois dans les idées des autres.

<<http://www.plion.it/sodali/so52f/sommaire.html>>

§== **La justice est malvoyante.** Contestation de crimes contre l'humanité

Caractérisation de l'intention de publier des propos négationnistes sur **Internet**

Poursuivi pour contestation de l'existence de crimes contre l'humanité pour avoir adressé à un site du réseau Internet, ayant pour objet la lutte contre le révisionnisme, des messages niant la réalité des chambres à gaz, le prévenu ne peut invoquer son absence d'intention de publier les messages incriminés.

En effet, en envoyant les messages à destination de ce site, qu'il pensait être un forum de discussion, il ne pouvait ignorer que ces messages seraient diffusés.

Source: Cass. crim., 5 nov. 2002 ; T. : Juris-Data n° 2002-016601.

Editions du Juris-Classeur > Dépêches du Juris-Classeur > Actualités > Jeudi 16 janvier 2003 >

§== **Radical.** Il y a peut-être longtemps que vous n'avez pas fait un tour chez notre ami Michael Hoffman II, la "Campagne pour la Vérité radicale en histoire". On y trouve toujours des choses intéressantes: <<http://www.hoffman-info.com/>>

§== **Papa fricoteur.** On savait que le père d'Anne Frank était louche, ça se sentait dans l'entretien qu'il avait été bien obligé de donner à Robert Faurisson. Mais on ignorait qu'il fricotait avec l'armée allemande d'occupation. Chassez le naturel... Déjà, sous Napoléon, les juifs avaient interdiction de s'approcher des champs de bataille...

Les secrets d'une trahison

Par Gilbert Charles.

Qui avait dénoncé la jeune fille juive, sa famille et leurs amis, déportés par les nazis en 1944? Les Pays-Bas s'apprêtent à rendre public leur rapport d'enquête.

Qui a téléphoné au siège de la Gestapo d'Amsterdam, ce 4 août 1944, pour dénoncer les juifs cachés au 263, Prinsengracht, dans les entrepôts de l'entreprise Gies & Co? Prévenus par ce mystérieux coup de fil, les policiers néerlandais, conduits par l'officier nazi Karl Silberbauer, font irruption ce matin-là dans l'immeuble et découvrent, derrière une bibliothèque, l'entrée de la cachette où les 8 clandestins se terraient depuis près de 2 ans. Edith et Otto Frank, leurs 2 filles, et 4 de leurs amis sortent un par un, horrifiés. Silberbauer leur donne 5 minutes pour rassembler leurs affaires, et demande qu'on lui remette argent et objets de valeur. Pour transporter son butin, il ramasse un cartable qui traîne dans la cuisine, le vide rageusement par terre et commence la collecte. Après l'arrestation, Miep Gies, l'amie de la famille Frank, retrouvera 300 feuilles volantes éparpillées sur le plancher, plusieurs cahiers et le fameux album à carreaux rouge et blanc offert à Anne pour son 13ème anniversaire. Miep gardera précieusement les manuscrits jusqu'à la fin de la guerre, pour finalement les remettre à Otto, le père d'Anne, le seul occupant de "l'Annexe" à avoir survécu à Auschwitz. Silberbauer n'a pas emporté le plus précieux: *Le Journal* d'Anne Frank **est aujourd'hui le livre le plus lu au monde après la Bible**. Son auteur est devenu une figure mythique et un symbole de l'Holocauste auquel des milliers d'inconnus venus de tous les pays rendent encore chaque jour hommage au 263, Prinsengracht.

On pensait tout savoir de cette vieille histoire dont les protagonistes ont aujourd'hui disparu. Mais il restait un mystère: qui a téléphoné ce matin-là à la police? Qui a vendu Anne et les siens aux Allemands? "Otto n'a jamais voulu évoquer publiquement cette question: il avait peut-être ses raisons", remarque l'historienne Carol Ann Lee, atablée à une terrasse de café, non loin du Musée juif d'Amsterdam. Tailleur strict et cheveux blonds, cette Britannique de 35 ans, installée aux Pays-Bas depuis son mariage avec un Néerlandais, a publié cet été à Londres une biographie consacrée à Otto Frank, le père d'Anne (1), dans laquelle elle affirme avoir identifié le délateur. Selon des documents inédits qu'elle a réunis lors de son enquête, il s'agit d'un petit délinquant antisémite nommé Tonny Ahlers, qui,

pendant des années, a entretenu des relations ambiguës avec le père d'Anne, le menaçant et le protégeant tour à tour, et qui aurait aussi exercé sur lui **un mystérieux chantage** après la guerre.

Un demi-siècle après l'arrestation, ces révélations troublantes viennent réveiller les souvenirs de l'Occupation enfouis dans la mémoire des Néerlandais. Elles ont été jugées assez crédibles pour que le gouvernement décide d'ouvrir une enquête, confiée à l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIWD). C'est dans cette grande bâtisse du 17ème siècle ayant naguère appartenu à un riche armateur d'Amsterdam, au bord du canal Herengracht, que sont conservés les originaux des manuscrits d'Anne Frank. Institution publique, le NIWD a été également chargé, l'an dernier, d'une enquête sur la responsabilité du contingent néerlandais de l'ONU dans le massacre de Srebrenica, en juillet 1995, dont les conclusions peu glorieuses, rendues en avril 2002, ont provoqué un scandale. L'enquête sur le dénonciateur des 8 clandestins, qui n'est pas moins délicate, a été confiée à David Barnouw, l'un des conservateurs du NIWD, qui doit rendre ses conclusions vers la fin de janvier 2003. "Il ne faut pas se faire d'illusions, prévient d'entrée l'historien au milieu des boiseries de son bureau envahi de papperasse: tous les témoins de ce drame sont morts et nous n'avons plus les moyens de prouver quoi que ce soit. Cela dit, il faut reconnaître que l'hypothèse avancée par Carol Ann Lee semble bien étayée. Le personnage d'Ahlers paraît un bon candidat. Le meilleur, en tout cas, que nous ayons aujourd'hui."

Un best-seller mondial

La première enquête sur la trahison a été lancée en 1947 par la police néerlandaise, mais fut close au bout de quelques mois, sans résultat. Le dossier a été rouvert en 1963, lorsque Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de nazis, a retrouvé la trace de Karl Silberbauer, l'officier SS autrichien responsable de l'arrestation, devenu après la guerre inspecteur de police à Vienne. L'événement avait fait alors la Une de la presse hollandaise, alors que le *Journal* commençait à devenir un best-seller mondial. Le père d'Anne s'était alors refusé à tout commentaire, prétextant qu'il s'était juré de ne plus remuer le passé. Wiesenthal, outré par ce silence, s'était rendu en Autriche pour interroger Silberbauer. "Avez-vous lu *Le Journal* d'Anne Frank?" lui avait-il demandé. "J'ai acheté le bouquin, la semaine dernière, pour voir si j'étais dedans, mais je n'y suis pas...", s'est contenté de répondre l'ancien nazi. "De toute façon, ça ne m'intéresse pas." Silberbauer a finalement été "exempté de culpabilité" par un jury de policiers et réintégré dans les forces de l'ordre viennoises, où il travailla jusqu'à sa retraite, avant de mourir en 1972.

Plusieurs autres personnages ont tour à tour été désignés comme de probables délateurs, sans que rien puisse les confondre. Julius Dettman, le fonctionnaire qui a pris l'appel ce fameux matin du 4 août 1944 au quartier général de la police secrète, avait noté le nom du correspondant, mais, à la Libération, un mois et demi plus tard, les Allemands avaient détruit les archives et Dettman s'était suicidé. En 1948, lors de la première instruction officielle, la police d'Amsterdam a longuement questionné Willem Van Maaren, un employé de l'entreprise Gies and Co, qui avait deviné la présence des clandestins dans l'Annexe et s'en était ouvert à des amis. Van Maaren est mort en 1971 en protestant de son innocence. Puis on a accusé une femme de ménage, Lena Hartog, dont le mari, Lammer, travaillait également au 263, Prinsengracht. Tous deux avaient connaissance de la cachette et tremblaient à l'idée d'être arrêtés pour complicité. Mais ils ont toujours nié catégoriquement jusqu'à leur mort.

L'historienne britannique aurait-elle résolu l'énigme? "Je ne suis pas juive, mais j'ai toujours été fascinée par Anne Frank", confie Carol Ann Lee, qui a publié voilà quelques années une biographie de l'adolescente d'Amsterdam acclamée par la critique anglo-saxonne, *Roses from the Earth*. Mes parents m'ont offert le *Journal* quand j'avais 8 ans et j'ai grandi avec lui." C'est ainsi qu'elle a fini par s'intéresser à Otto Frank, auquel aucun livre n'avait été consacré, alors qu'il est le **principal artisan** du succès planétaire du *Journal*. Un oubli réparé cette année avec *The Hidden Life of Otto Frank*, où Carol Ann Lee raconte les deux vies du père d'Anne, celle d'avant guerre et celle d'après son retour d'Auschwitz, jusqu'à sa mort en 1980. Deux parties déchirées de son existence qu'il tentera sans relâche de réconcilier en se dévouant à la mémoire de sa fille et à la diffusion de son *Journal*.

Né à Francfort dans une famille bourgeoise de banquiers, Otto a fait son service militaire pendant la Grande mondiale comme **officier dans l'armée allemande**. Il se marie et coule des jours paisibles jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Pressentant l'horreur à venir, il décide, en août 1933, de quitter le pays pour se réfugier aux Pays-Bas, suivi quelque temps plus tard par sa famille. Il monte à Amsterdam une entreprise spécialisée dans la fabrication d'additifs alimentaires et d'épices, Opekta, qui commercialise notamment de la pectine, une substance gélifiante utilisée comme conservateur dans de nombreuses denrées. En 1941, pour échapper aux lois antijuives, il transfère la propriété juridique de son entreprise à un prête-nom néerlandais, ami de la famille, Jan Gies, avant d'entrer dans la clandestinité avec sa famille et 4 amis, en juillet 1942, alors que Margot, la soeur d'Anne, vient de recevoir sa convocation pour le service du travail obligatoire.

Une étrange relation. C'est en interrogeant les rares parents et amis de la famille Frank encore vivants que Carol Ann Lee est tombée sur les premiers indices de l'existence de Tonny Ahlers, le délateur présumé. Dans un courrier envoyé peu après la guerre à son cousin Bernd Elias, Otto raconte qu'en 1941, avant son entrée dans la clandestinité, Ahlers est venu le trouver et lui a demandé de l'argent pour faire disparaître une lettre de dénonciation qui aurait pu l'envoyer en déportation. Ce jeune fasciste de 23 ans, membre du parti nazi néerlandais (le NSB), avait entretenu avant la guerre des relations d'affaires avec le père d'Anne, mais il est alors surtout connu comme un voyou antisémite qui vivait de trafics et d'expédients. Très inquiet, Otto le payait pour qu'il arrange l'affaire, effectivement étouffée.

"Ahlers savait parfaitement où les Frank s'étaient cachés et il avait toutes les raisons de les trahir, alors que ses affaires battaient de l'aile, reprend Carol Ann Lee. Il était très ami avec un policier néerlandais véreux, Maarten Kuiper, exécuté après la Libération pour avoir dénoncé des centaines de juifs. Ce dernier est venu s'installer chez lui en août 1944, quelques jours avant l'arrestation des occupants de l'Annexe. C'est probablement Kuiper qui s'est chargé de passer le coup de fil, afin de toucher la récompense, qui s'élevait alors à environ 40 couronnes par juif, soit à peu près 250 euros d'aujourd'hui." Otto ne semble jamais avoir eu le moindre soupçon envers Ahlers, qu'il considérait plutôt comme son sauveur. En 1945, alors que le jeune nazi est en prison pour collaboration, **il va même jusqu'à témoigner en sa faveur en envoyant une lettre à la police néerlandaise !**

Plus stupéfiant, cette étrange relation entre les 2 hommes semble avoir continué longtemps après la guerre. Carol Ann Lee affirme que le délateur a fait chanter le père d'Anne jusqu'à sa mort, en le menaçant de divulguer des détails embarrassants sur son passé. En 1963, alors que s'étalait dans les journaux la photo de Silberbauer, l'ancien SS responsable de l'arrestation, Tonny Ahlers a pris contact avec un journaliste hollandais. **Il lui raconte notamment que le père d'Anne Frank faisait des affaires avec l'armée allemande, sa société vendant des marchandises à des intermédiaires de l'Armée Oberkommando, le haut commandement militaire à Berlin.** Ces informations, vraies ou fausses, n'ont jamais été publiées. "Il n'y avait là rien d'extraordinaire: de nombreuses entreprises, tenues par des réfugiés juifs essayant de survivre, ont continué à commercer avec l'occupant, explique Carol Ann Lee. Mais, après la guerre, Otto était devenu un personnage célèbre, le père d'une sainte, et **pour rien au monde il n'aurait voulu que cette rumeur se répande.**"

Devenu le producteur de l'"entreprise" Anne Frank, celui-ci passait alors son temps à jongler avec les éditeurs, les traducteurs, les scénaristes, les producteurs de cinéma et, surtout, les avocats. Pendant des années, les **négaționnistes** d'extrême-droite n'ont cessé de mettre en doute l'histoire d'Anne en prétendant que son journal était un faux. L'un des plus acharnés d'entre eux n'est autre que le Français Robert **Faurisson**, qui a harcelé Otto avant que celui-ci ne le traîne en justice, comme beaucoup d'autres. [*Pure invention, destinée à redorer la statue ternie du père Frank*] Il faut dire que le père d'Anne ne s'est pas privé d'édulcorer le contenu du *Journal* lors de sa première publication, retirant de nombreux passages qu'il considérait comme trop scabreux ou trop intimes. En 1986, une commission de scientifiques a analysé les pages, l'encre et l'écriture des cahiers afin d'en établir formellement l'authenticité. Mais certains néonazis continuaient de se manifester contre celle qu'ils appellent "Anne Frankenstein": la dernière éruption de ce genre s'est produite en janvier 2001, devant la mairie d'Edimbourg, qui accueillait une exposition sur l'adolescente martyre.

Jamais inquiété

Le livre de Carol Ann Lee a été reçu avec beaucoup d'émotion aux Pays-Bas, alors que **les Néerlandais s'interrogent de plus en plus ouvertement sur l'Holocauste** et le comportement de leurs aînés pendant l'Occupation. "Pendant longtemps nous avons vécu avec l'image des braves Bataves qui étaient tous dans la Résistance, mais ce n'était évidemment qu'un mythe, observe David Barnouw, conservateur du NIWD. Comme en France, la grande masse des gens se sont tus et ont laissé faire, quand ils n'étaient pas franchement collaborateurs." Un quart des quelque **25.000 juifs entrés dans la clandestinité** aux Pays-Bas pendant la guerre ont été dénoncés par leurs voisins. Ce qui explique que les Néerlandais ont jusque-là considéré le phénomène Anne Frank avec une indifférence polie, alors que l'adolescente d'Amsterdam devenait une icône dans les autres pays, notamment aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et même en France. "Récemment encore, les habitants d'Amsterdam considéraient le musée comme une **attraction pour les touristes**, remarque Carol Ann Lee. Mais c'est en train de changer, surtout parmi les nouvelles générations."

La chape de plomb qui recouvrait la trahison des occupants de l'Annexe va-t-elle (enfin) se soulever? Après la sortie de son livre, l'historienne britannique a été contactée par plusieurs membres de la famille Ahlers, qui, contre toute attente, lui ont fait part de leur soulagement de voir enfin la "vérité" exposée publiquement. "Je n'ai jamais pu le reconnaître ouvertement, mais je suis quasi certain que c'est bien mon père qui a trahi les Frank et j'ai honte de ce qu'il a fait", affirme Anton Ahlers, son fils âgé aujourd'hui de 50 ans. Casper, le frère de Tonny, âgé de 84 ans, précise qu'il lui a avoué personnellement qu'il était bien l'auteur du coup de téléphone à la Gestapo, ce dont il paraissait être fier. Il raconte aussi que, peu de temps après le déménagement d'Otto Frank à Bâle, **l'ancien sympathisant nazi a commencé à recevoir régulièrement des sommes d'argent substantielles expédiées de Suisse**, et qu'il a vu une lettre signée du père d'Anne où l'on pouvait lire ces mots: "La marchandise a encore une fois été distribuée", ainsi que des références amères au passé. Tonny Ahlers meurt en 2000, à l'âge de 83 ans, en emportant son secret dans la tombe et sans avoir jamais été inquiété. Par un étrange caprice du destin, il rend son dernier soupir... le 4 août 2000! 56 ans jour pour jour après l'arrestation d'Anne Frank et des siens...

(1) *The Hidden Life of Otto Frank* (La Vie cachée d'Otto Frank), Penguin.
L'Express du 2 janvier 2003

§== **Un grand escroc.** L'un des plus grands escrocs de notre temps se confesse ingénument. Arrivé en Amérique avec un dollar en poche, il récolte maintenant 60 millions de dollars par an pour les sionistes. Il est à remarque que les plus escroqués sont évidemment les juifs naïfs qui avalent n'importe quoi quand on leur dit qu'il faut "aider leurs malheureux coreligionnaires menacés par Zebigzolo". C'est vieux comme Hérode:

Promises To Keep by Ernest W. Michel. The inspired story of a man who survived the death camps while his parents and friends were murdered by the Nazis. With only \$1 and no knowledge of English, he made his way to America and went on to raise sixty million dollars a year for the United Jewish Appeal. **He organized the famous reunion of world-wide Holocaust survivors.**

Fort Lee, New Jersey, Barricades.

\$22.00, 297 pages ISBN: 0-9623032-4-0

§== **Drôle de rédac.** Les archives américaines viennent d'acquérir et de déclassifier 380.000 pages de documents variés provenant du FBI. On en trouvera pour tous les goûts, mais ce qui est à noter dans les choses qui auraient ravi notre grand ancêtre Orwell, c'est que les caviardages de documents (1,8% précise-t-on) c'est à dire la soustraction de passages ou de lignes, ou même de noms à la légitime curiosité des lecteurs, recouverts d'encre noire, s'appelle, dans le jargon des archivistes, des "rédactions". Ces "rédactions" ont d'ailleurs été décidées en collaboration avec des représentants des gouvernements alliés, principalement anglais et français. Donc toutes les censures sont là, et on nous donne des documents tronqués pour écrire une histoire forcément tronquée, **d'où la grande nécessité de l'histoire révisionniste.** Cette nécessité est produite sous nos yeux, tous les jours, et assurent ainsi la carrière et le gagne-pain de nombreuses générations d'historiens révisionnistes qui prendront nos crânes vides et les placeront sur la poutre faîtière de leurs cases, comme on fait en Nouvelle-Guinée pour marquer sa vénération des ancêtres fondateurs, éponymes et tout le toutim.

<http://www.archives.gov/iwg/disclosure_magazine/disclosure_nov2002.pdf>

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org/fran/actu/actu03/actu0302.html>> (version Web)

Les versions PDF se trouvent aux adresses suivantes:

<<http://conseilsderevision.tripod.com>>

<<http://aaargh-international/fran/livres2/cr0302.pdf>>